

Le complexe de sécurité en Asie orientale : la rivalité sino-indienne



© BCCL 2015. ALL RIGHTS RESERVED.

Source : Navbharat Times, Juin 2016

Automne 2017/ 2018

Sous la direction du Professeur Romain FELLI

Expert : Professeur Bernard WICHT

Milinda WANNAKULA ARATCHILAGE

Maîtrise universitaire en Science politique, orientation Mondialisation

N° d'étudiant : 11-308-186

Table des matières

| | |
|--|----|
| 1. Introduction | 4 |
| 1.1 Aspects généraux..... | 4 |
| 1.2 Questions de recherche..... | 10 |
| 2. Revue de littérature | 16 |
| 2.1 Absence d'une architecture de sécurité cohérente..... | 16 |
| 2.1.1 En Asie orientale | 16 |
| 2.1.2 Dans l'océan Indien..... | 17 |
| 2.2 Littérature des relations sino-indiennes dans l'océan Indien..... | 19 |
| 3. Cadre théorique | 28 |
| 3.1 Introduction à la théorie des complexes régionaux de sécurité | 28 |
| 3.2 Types de complexes selon Buzan et Waever | 33 |
| 3.3 Place de l'Asie orientale dans la TCRS..... | 35 |
| 3.4 Hypothèses | 36 |
| 4. Méthodologie | 37 |
| 5. Opérationnalisation | 39 |
| 6. Analyse | 42 |
| 6.1 Architecture de sécurité en Asie orientale..... | 42 |
| 6.1.1 Les ambitions partagées de New Delhi et de Pékin..... | 42 |
| 6.1.2 La République populaire de Chine | 44 |
| 6.1.3 La République de l'Inde | 46 |
| 6.1.4 Les dynamiques de sécurité entre les complexes d'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud | 50 |
| 6.1.5 L'Asie orientale est-elle un supercomplexe?..... | 54 |
| 6.2 Équilibre des puissances régionales | 55 |
| 6.2.1 Les alliances de la Chine | 55 |
| 6.2.2 Les alliances de l'Inde | 57 |
| 6.2.3 La lutte d'influence de New Delhi et de Pékin dans l'océan Indien | 60 |
| 6.3 Méfiance entre New Delhi et Pékin..... | 64 |
| 6.3.1 L'histoire des relations sino-indiennes | 64 |
| 6.3.2 Les différends territoriaux non résolus..... | 67 |
| 6.3.3 L'océan Indien, nouvelle zone de rivalité entre la Chine et l'Inde..... | 70 |
| 7. Conclusion | 79 |
| 8. Bibliographie | 85 |

1. Introduction

1.1 Aspects généraux

Avec la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques en 1991, le monde est entré dans une nouvelle ère internationale. La suprématie de la politique libérale menée par les États-Unis en est alors à son paroxysme et n'a, en apparence, aucun obstacle pour réaliser son but. À en croire Guy Spitaels, un ancien politicien belge, la politique unilatéraliste adoptée par la première puissance mondiale se veut missionnaire et universaliste et a pour objectif de mener le monde dans la bonne direction. Il nomme cette vision le *Manifest Destiny*. D'ailleurs, il souligne dans son ouvrage que plusieurs chercheurs étasuniens ont écrit sur la vision messianique de leur pays. C'est notamment le cas de Zbigniew Brzezinski — politologue, conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter et auteur du *Grand Échiquier* — et de Francis Fukuyama — politologue et auteur de *The End of History* et de *The Last Man*. Selon cette doctrine, il est incontestable que les États-Unis sont désormais les seuls leaders qui contrôlent aussi bien les nouvelles donnes de la sécurité collective, que les organisations régionales susceptibles de propager les idées libérales et les vertus de la démocratie.¹

Il est toutefois possible d'observer, à côté de la puissance étasunienne, d'autres puissances émergentes sur la scène internationale comme la République populaire de Chine ou la République de l'Inde. L'ascension des puissances asiatiques est l'un des phénomènes majeurs du XXI^{ème} siècle. Ceci offre à l'Asie une place centrale sur la scène internationale et une reconfiguration des rapports de force au niveau mondial. Malgré tout, les intérêts et les stratégies des différents États sur ce continent restent encore aujourd'hui tumultueux. Il est vrai que les différends maritimes, les contentieux territoriaux, le nationalisme exacerbé et la course aux armements ne représentent qu'une partie des menaces présentes à l'intérieur de ce continent. Par ailleurs, l'Asie ne possède aucune institution comparable à celles que l'on peut trouver en Europe, telles que l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ou l'Organisation du traité de

¹ SPITAEELS, Guy, *L'improbable équilibre : Géopolitique du désordre mondiale*, Luc Pire, Bruxelles, 2003, pp. 27-32

l'Atlantique Nord. Ainsi, le continent asiatique ne possède pas encore de structure régionale assez forte pour prévenir et apaiser une crise, un différend, une escalade militaire ou un conflit armé. Cette absence d'institution explique en partie l'existence de tensions entre certains États au sein de cette région, notamment entre l'Inde et le Pakistan, la Chine et le Japon, ou encore entre la Corée du Nord et celle du Sud. Ces tensions engendrent de l'instabilité qui se répercute sur tout le continent. Compte tenu de l'importance majeure de l'Asie dans le commerce international, ces différends ne sont pas négligeables dans le maintien d'une stabilité économique et politique. Une grande majorité des biens mondiaux transitent en effet par cette région du monde. Près de 40 % des importations mondiales de pétrole en provenance du Moyen-Orient et plus de 80 % du commerce maritime traversent l'océan Indien.² Par ailleurs, l'émergence de plusieurs États en voie de développement dans la région implique également certaines préoccupations sur les enjeux environnementaux et énergétiques.³

La sécurité en Asie est un enjeu majeur pour toutes les entités étatiques qui possèdent des intérêts économiques et stratégiques sur ce continent. Ceci est tout particulièrement vrai pour la Chine et l'Inde. Fortement dépendantes du commerce international pour leur développement, ces deux États ont tout intérêt à maintenir une certaine stabilité en Asie et à prévenir toute perturbation sur les routes commerciales. Le maintien de la sécurité dans la région est aussi un facteur important pour les États-Unis, qui possèdent d'importants intérêts en Asie. Le manque d'institution et l'absence d'une intégration régionale sont des facteurs d'instabilité entre les différents États asiatiques. Compte tenu des enjeux économiques et stratégiques, ainsi que des risques internationaux grandissants – terrorisme, piraterie, conflit armé —, il est primordial d'avoir un garant pour préserver l'équilibre fragile cette région du monde. Tout la question réside à savoir lequel.⁴

Ce rôle pourrait bien être assuré par une institution régionale, comme l'Organisation de coopération de Shanghai, par une puissance externe, comme les

² GRARE, Frédéric, « Océan Indien : la quête d'unité », *Hérodote*, 2012/2 n°145, pp.6-20

³ Ibid.

⁴ Ibid.

États-Unis ou encore par des États de la région, comme la Chine et/ou l'Inde. Celles-ci partagent plusieurs points communs même s'il existe des différences notables entre les deux États. En effet, depuis leur indépendance respective, New Delhi et Pékin ont commencé la modernisation de leurs économies et de leurs arsenaux militaires. Ces deux pays possèdent un énorme poids démographique et une économie émergente. Certains experts sur les enjeux sécuritaires en Asie, comme Gillian Goh, estiment que, dans les années à venir, la Chine et l'Inde représenteront respectivement la première et la troisième place des plus grandes économies mondiales.⁵

La croissance économique et le développement de la Chine donnent à celle-ci les moyens de ses ambitions. En effet, elle compte bien étendre son influence dans toute la région asiatique et dans le monde, et tente même d'atteindre le rang de superpuissance au même titre que les États-Unis.⁶ Ainsi, ces dernières années, la Chine s'est engagée dans une campagne orientée sur la stratégie de Xi Jinping sur la «*China Dream*» et «*Community of Common Destiny*».⁷ Pékin a d'ailleurs adopté une nouvelle approche sur la scène internationale. Elle s'implique de plus en plus dans les questions liées aux enjeux de la gouvernance globale, de la sécurité et de l'économie internationale. La Chine ne cache d'ailleurs pas ses ambitions d'être considérée comme une grande puissance importante en Asie, au détriment des États-Unis.⁸ Il est, toutefois, important de souligner que la Chine entretient des relations belliqueuses avec certains de ses voisins. Les relations avec Tokyo, par exemple, sont toujours aussi tendues, principalement dues aux contentieux historiques entre la Chine et le Japon. En outre, les diverses revendications territoriales de la Chine contrediraient selon certains États son discours officiel du développement pacifique. Au contraire, cela alimente l'idée avancée par le courant réaliste qui prévoit que les puissances montantes

⁵ GOH, Gilian H.L., « China and India: Toward Greater Cooperation and Exchange », *China: An International Journal*, Vol.4/2, 2006, p.264

⁶ Ibid., pp.263-284

⁷ POH, Angela & LI, Mingjiang, « A China in Transition : the Rhetoric and Substance of Chinese Foreign Policy under Xi Jinping », *Asian Security*, 2017,13:2, p.85

⁸ Ibid., pp-84-97

deviendraient plus agressives au fil de leur ascension et chercheraient à renverser le statu quo en leur faveur.⁹

L'Inde, quant à elle, réalise une montée en puissance moins spectaculaire que sa voisine et n'a pas encore atteint le même niveau de développement. Elle partage cependant les mêmes ambitions que la Chine d'étendre son influence en Asie et au-delà. Même si son essor est moins grand que cette dernière, elle suscite tout de même certaines craintes auprès des États voisins, dont principalement le Pakistan. Le rapprochement avec les États-Unis a aussi permis à l'Inde d'atteindre petit à petit son but, à savoir l'entrée dans le club des puissances nucléarisées. Il est également intéressant de noter que l'influence économique, politique et militaire de l'Inde s'étend sur plusieurs régions en Asie. New Delhi nourrit le projet de moderniser ses forces armées avec, par exemple, l'achat de porte-avions pour s'affirmer comme puissance régionale importante dans l'océan Indien. Tant qu'elle parviendra à maintenir sa croissance économique, elle pourra assouvir la grandeur de ses ambitions. New Delhi a d'ailleurs lancé sa politique de *Look East Policy*¹⁰ à des fins économiques, mais également géopolitiques. En outre, la volonté de New Delhi d'intégrer le Conseil de sécurité des Nations Unies démontre aussi sa volonté d'être considérée comme une puissance de premier ordre.¹¹

Au travers de ces objectifs communs de puissance régionale importante en Asie, ces deux États ont connu des phases de coopération et d'affrontement. New Delhi et Pékin ont commencé, à partir de la fin des années 1980, un processus de normalisation de leurs rapports. L'objectif central était d'apaiser leurs relations et de promouvoir de nouveaux terrains d'entente. Il existe au sein de ces deux pays une vision pragmatique de leurs politiques étrangères menées par la volonté de satisfaire leurs intérêts nationaux. Le développement socio-économique est une priorité pour la Chine et pour l'Inde. D'ailleurs, la coopération économique entre ces deux États va progressivement devenir leur élément stabilisateur principal mutuel. Les relations sino-indiennes enregistrent aussi des avancées décisives sur

⁹ BUZAN, Barry, « Asie, une reconfiguration géopolitique », *Politique étrangère*, 2012/2, pp. 331-344

¹⁰ En français, nous le traduirons comme la politique du regard vers l'Est

¹¹ BUZAN, Barry (2012), op.cit.

le plan politique. En 2005, par exemple, un partenariat stratégique pour la paix et la prospérité a été signé entre les deux pays.¹²

Malgré le discours optimiste sur le développement pacifique entre ces deux géants asiatiques, il existe toujours des tensions notables entre ceux-ci, comme les problèmes nucléaires. Par ailleurs, l'opposition de la Chine à l'adhésion de l'Inde au Conseil de sécurité comme un membre permanent ne facilite pas les relations entre celles-ci. De surcroît, les investissements chinois dans les infrastructures maritimes dans l'océan Indien ne rassurent pas l'Inde.¹³

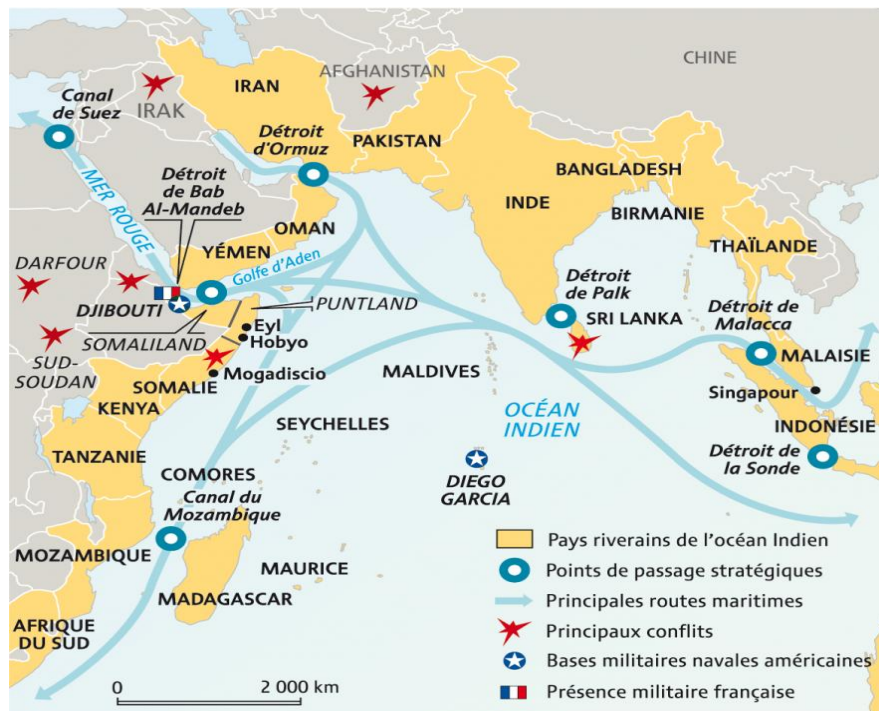
Cet espace maritime suscite la convoitise de nombreuses puissances régionales et extrarégionales, en dépit de l'instabilité, des nombreux risques de conflits et des menaces de sécurité présents dans cette zone géographique. Cette région renferme effectivement plusieurs périls, comme des problèmes environnementaux, l'instabilité de certains États – Somalie, Yémen, Oman –, le terrorisme et surtout diverses menaces sur le trafic maritime et la liberté de naviguer. Les routes maritimes de l'océan Indien sont parmi les plus fréquentées au monde. Les détroits qui donnent accès à l'océan Indien sont donc particulièrement sensibles pour le bon déroulement du commerce international. Les énergies fossiles en provenance du golfe Persique sont transportées à travers le détroit d'Ormuz avant de passer par le détroit de Bab-el-Mandeb en destination de l'Europe. Elles passent ensuite par le détroit de Malacca pour approvisionner les économies d'Asie orientale. Ces mêmes routes sont empruntées par les navires marchands de l'Asie vers les marchés du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Europe. La sécurité de ces voies maritimes assure donc la libre circulation des marchandises et des énergies fossiles qui sont essentielles au bon fonctionnement de l'économie mondiale.¹⁴

¹² HOUDOY, Xavier, « Relation Inde-Chine : des dynamiques concurrentielles qui annoncent un avenir incertain », Diploweb, Août 2012, [en ligne] visité le 12.06.2017 [URL] <https://www.diploweb.com/Relations-Inde-Chine-des.html>

¹³ Ibid.

¹⁴ Ibid.

1. Carte de l'océan Indien :



Source : Philippe Reckacewicz, *Le Monde diplomatique*, Novembre 2008

À l'heure actuelle, l'Inde et la Chine sont certainement les pays d'Asie les plus intéressés par le contrôle de cet immense espace. New Delhi considère cet espace comme une zone privilégiée et estime être le garant de la sécurité de celle-ci. Pour Pékin, le contrôle de cette région lui permettrait d'assurer sa croissance et son développement économiques. Une grande partie de leurs commerces transitent en effet par l'océan Indien. Toute menace dans cette région mettrait à mal leur croissance. De surcroît, l'Inde et la Chine sont également convaincues par des affirmations faites par l'historien et le stratège naval Alfred Thayer Mahan, qui, à la fin du XIX^{ème} siècle, a non seulement souligné l'importance d'une grande force navale en général, mais a également anticipé la centralité stratégique de l'océan Indien. Il soulignait en effet que «[c]elui qui contrôle l'océan Indien dominera l'Asie; cet océan est la clé des sept mers, la destinée du monde sera décidée dans ses eaux».¹⁵ Les équilibres stratégiques à l'intérieur de cet océan risquent donc d'être fortement marqués par la montée des puissances chinoise et indienne. Toutes les deux ont massivement investi dans la modernisation de leurs forces

¹⁵ MAHAN, Alfred T., cité à travers AUFFRAY, Danièle, « Essai de politique maritime comparée : évolution récente de la Chine et de l'Inde », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/1, Vol.12, p.95

navales. Elles veulent toutes les deux acquérir des capacités de projection de longue portée pour asseoir leurs ambitions maritimes.¹⁶

L'absence d'institution et d'intégration régionale fortes, ainsi que les différends entre les divers pays de l'Asie amènent un vrai questionnement sur la stabilité de ce continent dans les années à venir. Par ailleurs, la présence de deux puissances émergentes aux ambitions convergentes, telles que la Chine et l'Inde, alimente un certain pessimisme quant à l'avenir de l'Asie. Malgré certaines phases de coopération entre celles-ci, les relations sino-indiennes restent principalement belliqueuses. La présence de deux puissances asiatiques aux intérêts comparables nous amène à nous poser la question de la nécessité d'une architecture de sécurité régionale dont la vocation première serait de préserver une certaine stabilité dans la région. En effet, l'inexistence d'une structure de sécurité bien définie à l'intérieur de ce continent conduit à un niveau élevé d'instabilité générale sur la scène internationale, dû à l'importance économique de l'Asie. Par ailleurs, l'absence d'une architecture de sécurité régionale claire, laisse planer le doute sur la stratégie géopolitique de certains États présents à l'intérieur de la région comme la Chine, l'Inde ou les États-Unis, ce qui renforce le sentiment d'une certaine instabilité sur le continent. La sécurité en Asie touche tous les États qui ont des intérêts économiques et stratégiques dans la région. La nécessité d'avoir une architecture de sécurité régionale est donc une priorité pour tous les États qui possèdent des intérêts sur le continent.¹⁷

1.2 Questions de recherche

Nous allons nous pencher sur les questions de recherche suivantes :

En se basant sur les relations sino-indiennes, quelle est l'actuelle architecture de sécurité en Asie orientale? Comment pouvons-nous interpréter le manque de coopération sécuritaire entre la Chine et l'Inde, comme au sein de l'océan Indien, malgré des intérêts convergents?

Compte tenu de leurs ambitions et de leurs poids économiques et militaires sur le continent asiatique, il est fort probable que ces deux États vont assurer un grand rôle dans la stabilité de cette région du monde dans les années à venir. Dans le

¹⁶ AUFFRAY, Danièle, « Essai de politique maritime comparée : évolution récente de la Chine et de l'Inde », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/1, Vol.12, pp. 95-104

¹⁷ Ibid.

cadre de cette recherche, nous allons principalement nous concentrer sur la région de l'Asie orientale. L'absence de certains États, comme la Russie, de notre cadre de recherche ne nous permet pas de comprendre et d'interpréter l'actuelle architecture de sécurité globale en Asie. Il s'agit d'un choix subjectif qu'il est important de garder à l'esprit pour ne pas altérer nos résultats. Ainsi, nous estimons que l'analyse des relations sino-indiennes sera plus représentative pour comprendre l'architecture de sécurité en Asie orientale. Nous allons également tenter de comprendre les causes du manque de coopération entre New Delhi et Pékin. La stabilité de la région est un élément dont dépend le développement des deux États. Nous analyserons ce phénomène au travers des relations qu'entretiennent la Chine et l'Inde en Asie orientale de manière générale et dans l'océan Indien en particulier. L'accroissement des présences chinoises et indiennes sur cette espace maritime en fait un terrain idéal pour comprendre la dynamique stratégique de ces deux États. La compréhension de leurs relations nous permettra de comprendre la dynamique de celles-ci et comment elles impactent la sécurité d'Asie orientale.

Dans notre travail de recherche, nous allons dériver nos hypothèses à l'aide de la théorie des complexes régionaux de sécurité (TCRS) de Barry Buzan et Olé Wæver,¹⁸ pour tenter de comprendre le système de sécurité présent en Asie orientale. Cette théorie, contrairement à d'autres grandes théories des Relations Internationales, tient compte des grandes puissances, mais également des puissances régionales et de leurs places sur l'échiquier mondial. L'intérêt des théories réalistes pour le niveau global a permis l'émergence de cette théorie. Durant la période de l'après-guerre froide, les enjeux de sécurité régionale apparaissent. Le niveau mondial n'est plus l'unique niveau d'analyse pertinent pour saisir les nouvelles dynamiques de sécurité contemporaine. La définition d'un niveau régional implique de revenir sur les critères déterminants pour la formation d'un système international. Selon Raymond Aron, un penseur réaliste, il s'agit de la capacité de ses membres à interagir et à se trouver impliqués dans

¹⁸ BUZAN, Barry & WAEVER, Olé, *Regions and Powers: The structure of International Security*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003

une guerre à l'échelle du système.¹⁹ Or, pour la majorité des États, leur implication dans un conflit éloigné reste peu probable. De ce fait, la proximité géographique tend à générer plus d'interactions de sécurité entre États voisins qu'entre ceux situés dans des régions éloignées. Si un système international est déterminé par la capacité réelle des États à interagir lors d'un conflit, le niveau global peut alors être considéré comme fragmenté en plusieurs complexes régionaux de sécurité.²⁰ L'introduction de systèmes régionaux au sein des thèses réalistes n'implique pas une modification des axiomes concernant la structure et le fonctionnement des systèmes internationaux. En d'autres termes, les concepts applicables au niveau global sont également pertinents au niveau des complexes régionaux de sécurité. Il est toutefois important de souligner que les systèmes régionaux sont ouverts par nature, contrairement au système global. C'est-à-dire que la TCRS admet la présence de puissances extérieures au sein d'un complexe régional si elle en possède les moyens.²¹ Ainsi, la présence des États-Unis en Asie ne contredit pas la théorie. Nous verrons cela plus en détail dans la section du cadre théorique.²² Toutefois, la TCRS se détache de la pensée réaliste car elle considère que les réalistes ont tort d'appréhender la sécurité d'un État au niveau systémique. Comme mentionné auparavant, les enjeux de sécurité pour la plupart des États ont lieu à proximité de leurs frontières. Dario Battistella, un spécialiste des relations internationales, corrobore ceci en affirmant que: « c'est dans ses voisins, avec lesquels il partage une histoire qu'un État voit d'abord une menace ou non pour sa sécurité ».²³ Buzan introduit en 1983 la notion de complexe de sécurité dans son ouvrage *People, States and Fear*. Il perçoit celui-ci comme des anarchies miniatures où les enjeux de sécurité des États sont étroitement liés entre eux et ne peuvent être séparés les uns des autres. En d'autres termes, il existerait selon Buzan une interdépendance sécuritaire entre les États. Il décrit ce complexe

¹⁹ ARON, Raymond cité à travers CHABBI, Mourad & LIM, Yves-Heng, « Équilibres régionaux et stratégies des non-puissances: Les cas du Golfe et de l'Asie du Sud-Est », *Études internationales*, Vol.44, N°2, 2013, p.229

²⁰ BUZAN, Barry, *People, States and Fear : an Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Harlow, Pearson, New York, 1991, p.193

²¹ LAKE, David A., « Regional Security Complexes : A Systems Approach », dans LAKE, David A. & MORGAN, Patrick M. (dir.), *Regional Orders. Building Security in a New World*, University Park, PA, The Pennsylvania State University Press, 1997, pp. 45-67

²² CHABBI, Mourad & LIM, Yves-Heng, « Équilibres régionaux et stratégies des non-puissances: Les cas du Golfe et de l'Asie du Sud-Est », *Études internationales*, Vol.44, N°2, 2013, pp. 227-249

²³ BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*, SciencePo les Presses, 4ème édition, Paris, 2012, p.540

comme des «anarchies immatures» où les relations entre les différents États sont une lutte permanente pour la domination; mais il affirme que le système international est plus proche d'une «anarchie mature» dans laquelle les États bénéficient d'une grande sécurité grâce aux normes institutionnalisées qui régulent leurs relations. Ainsi, l'atténuation du dilemme de sécurité entre les États permet l'émergence d'autres domaines de sécurité comme la sécurité politique, économique, environnementale ou même sociétale. Il existe donc une sectorialisation de la notion de sécurité amenée par Buzan à travers l'École de Copenhague.²⁴

Au sein de ce travail de recherche, nous allons principalement nous baser sur les États, nous serons donc dans une échelle d'analyse macroscopique. La TCRS prend également en compte les acteurs non étatiques, mais ils ne seront pas considérés dans cette étude, en raison de leur faible poids sur les questions de sécurité en Asie. Il est en effet très important de bien cibler l'échelle d'analyse, car elle a un impact direct sur la méthode, la collecte et l'analyse des données au sein de la recherche. La TCRS donne, selon les auteurs, une nouvelle grille d'analyse afin de mieux saisir les nouvelles structures de la sécurité internationale. Cette théorie s'inspire de certaines notions présentes dans les grandes théories réalistes et constructivistes. La TCRS est donc complémentaire à celles-ci, mais offre également des réponses qui permettent de mieux comprendre les enjeux sécuritaires du XXI^{ème} siècle. La TCRS appartient à la catégorie des théories post-positivistes. Elle suit donc ontologiquement cette posture. En d'autres termes, la réalité n'est ni objective, ni subjective, mais elle est intersubjective. C'est-à-dire qu'«elle est constituée et reconstituée, formée et transformée à travers les actions et interactions des agents; elle est ce que les croyances partagées des acteurs en font».²⁵ Elle reste néanmoins épistémologiquement positiviste; cela signifie que la réalité sociale existe et que nous pouvons l'étudier.

Dans notre étude de cas, la Chine et l'Inde représentent nos principales unités, l'Asie orientale – Asie du Sud et celle de l'Est — est la zone étudiée. Nous allons donc tester les thèses avancées par Buzan et Waeber. L'analyse des relations sino-

²⁴ Ibid., pp.523-554

²⁵ Ibid., pp.331-332

indiennes est une étude de cas intéressante pour comprendre cette théorie, car l'approche de la TCRS est, encore de nos jours, peu utilisée dans les travaux de recherche récents. La Chine et l'Inde sont deux États émergents avec des ambitions semblables. À travers cette étude, nous espérons pouvoir tirer des conclusions sur la théorie exposée par les auteurs précités. Notre choix s'est porté sur cette partie du monde, dû à l'importance géostratégique grandissante dans cette région. L'Asie orientale est considérée comme un pivot pour le commerce international. Ainsi, sécuriser les approvisionnements énergétiques et les voies de navigation commerciale de cette région du monde est un enjeu majeur pour plusieurs puissances régionales et extrarégionales. Nous allons également nous concentrer sur les relations sino-indiennes en Asie orientale et dans l'océan Indien. Notons que, l'océan Indien est considéré comme un espace instable à cause de nombreuses rivalités entre les États riverains. Ces différends sont susceptibles de dégénérer à tout instant en conflit armé. La présence de puissances nucléarisées, de terrorisme et de la piraterie amplifient d'autant plus l'instabilité de cette partie du monde. La région de l'océan Indien est en passe de devenir le théâtre de véritables luttes d'influence et de calculs stratégiques entre diverses puissances régionales et extrarégionales. Indéniablement, cet océan est un lieu où les enjeux sécuritaires sont majeurs. Avec cette étude, nous espérons donc mettre en exergue la politique externe de l'Inde et de la Chine concernant l'océan Indien et surtout mieux saisir les ambitions de celles-ci sur le continent asiatique. Cela nous permettra, par la même occasion, de tester la validité des postulats avancés par Buzan et Waever.

Nous commencerons par une synthèse de la littérature scientifique existante sur notre sujet. Cela nous permettra d'avoir une vue d'ensemble sur notre thématique de recherche. Nous passerons ensuite au cadre théorique. Nous mettrons en exergue les principaux postulats de la TCRS et nous déclinons des hypothèses afin de répondre à nos questions de recherche. Il s'agit d'une phase importante dans le cadre d'une recherche hypothético-déductif. Elle nous permettra de confronter les hypothèses énoncées à la réalité empirique. Puis, nous expliquerons la méthodologie utilisée au sein de ce travail et comment nous allons opérationnaliser nos différentes variables. Nous soulignerons les avantages et les inconvénients d'une étude qualitative et nous expliquerons en détail comment

mesurer les variables de nos hypothèses. Nous passerons, ensuite, à la phase analytique dans laquelle nous tenterons de comprendre les différents mécanismes causaux mis en avant pour la théorie. Finalement, nous tenterons de répondre à nos questions de recherche et nous donnerons de nouvelles pistes d'analyses pour de futurs travaux.

2. Revue de littérature

À travers cette section, nous mettrons en exergue les différentes analyses et recherches au sein de la littérature spécifique. Nous commencerons par mettre en avant l'absence d'une architecture de sécurité cohérente en Asie orientale de manière générale et nous nous concentrerons plus particulièrement sur le cas de l'océan Indien. Nous tenterons de comprendre les raisons de cette absence et les différentes caractéristiques et intérêts de l'océan Indien. Nous nous intéresserons, enfin aux relations sino-indiennes dans l'océan Indien afin de mieux comprendre le positionnement de ces deux pays.

2.1 Absence d'une architecture de sécurité cohérente

2.1.1 En Asie orientale

Aucun autre continent ne connaît la même configuration que celle de l'Asie. En effet, la présence d'une multitude d'États aux caractéristiques diverses et dont certains nucléarisés – Chine, Inde, Pakistan – en fait un continent à haut risque. Les différents niveaux de développement des États asiatiques sont disproportionnés. Effectivement, le niveau d'industrialisation des États n'est pas le même. D'aucuns sont dans une phase très avancée, comme le Japon ou la Corée du Sud et d'autres en sont au balbutiement. Les différents conflits territoriaux et l'existence d'une multiplicité de systèmes politiques font de l'Asie un continent très hétéroclite. Il est donc très complexe d'établir une architecture de sécurité cohérente. En outre, les craintes suscitées par la montée de la Chine inquiètent plus d'un pays asiatiques. Ceci les incite à s'allier entre eux afin de contenir la montée de Pékin et favorise même l'alliance et le positionnement de certaines puissances extrarégionales en Asie comme les États-Unis. Tous ces éléments sont des facteurs explicatifs du manque de cohésion de sécurité entre les différents États de ce continent. Par ailleurs, l'Asie connaît encore actuellement des conflits qui ne se sont pas résolus comme entre les deux Corées, entre la Chine continentale et Taïwan, entre l'Inde et le Pakistan ou encore les différentes tensions en mer de Chine méridionale. Tous ces éléments démontrent l'absence

d'une architecture de sécurité cohérente dans la région de l'Asie orientale.²⁶ Selon Buzan et Waever, c'est une des explications de la présence de plusieurs complexes de sécurité en Asie. Ils divisent l'Asie en trois complexes : le complexe de sécurité régionale de l'Asie du Sud, celui de l'Est et celui du Centre. Ils considèrent chacun d'eux comme un mini-système où les théories des relations internationales s'appliquent. Nous détaillerons la théorie de ces deux auteurs dans le cadre théorique. La présence d'aucune institution internationale regroupant tous les pays de l'Asie démontre bien cela et l'existence de plusieurs organisations régionales n'est, une fois de plus, que la preuve qu'il n'existe aucune architecture cohérente au sein de ce continent.²⁷ Cette dynamique se reflète aussi dans certaines régions de l'Asie comme dans l'océan Indien.

2.1.2 Dans l'océan Indien²⁸

L'océan Indien est un espace déterminant pour la stabilité internationale et pour le commerce mondial, notamment à cause de ses nombreuses voies de communication pour l'Asie-Pacifique, le Moyen-Orient et l'Europe. Or, il n'existe toujours pas de système régional cohérent dans cette partie du monde. Cela est principalement dû à un manque de cohésion entre les États du pourtour de l'océan Indien. Les disparités économiques ou démographiques, mais aussi les différents régimes politiques et crises dans cette région rendent la coopération entre ces États très compliquée. Par ailleurs, la présence de puissances extrarégionales, des États-Unis et de la Chine notamment, ne facilite pas la cohésion. Isabelle Saint-Mézard, spécialiste de la géopolitique en Asie du Sud, s'interroge sur la nécessité d'une architecture de sécurité dont la mission première serait de garantir une certaine stabilité dans la région. Elle analyse la capacité des États présents autour de l'océan Indien à mettre sur pied des institutions ou des mécanismes multilatéraux afin de normaliser le comportement de ces différents États et, *in fine*, d'apaiser les tensions entre eux. Elle conclut au travers de ses recherches que l'océan Indien est encore très loin d'avoir une architecture de sécurité solide et cohérente. Malgré la présence de certaines institutions, comme l'*Indian Ocean Rim Association for Regional Cooperation*, leur efficacité est très limitée. Cela est

²⁶ SAINT-MÉZARD, Isabelle, « Quelles architectures de sécurité pour l'océan Indien ? », *Hérodote*, 2012/2 n°145, pp.129-149

²⁷ BUZAN, Barry & WAEVER, Olé (2003), op.cit., pp. 93-100

²⁸ Se référer à la carte de la page 27

principalement dû au fait que ces États membres sont plus centrés sur la stabilité de leur sous-région plutôt que sur les enjeux sécuritaires liés globalement à l'océan Indien. De même, l'Inde devrait consentir à intégrer certaines puissances extrarégionales influentes de la zone — comme la Chine et les États-Unis — dans les différentes instances de sécurité déjà existantes. Il est toutefois possible de discerner une architecture complexe induite par la superposition de mécanismes de sécurité. Sans forcément être coordonnés, ils se complètent afin de répondre aux divers types de risques identifiés dans l'océan Indien. De plus, la présence de la première puissance mondiale devrait assurer une certaine stabilité dans la région. À côté des coalitions multilatérales et de la présence des États-Unis, il pourrait s'ajouter à terme une troisième strate de nature institutionnelle. En effet, les différends entre les diverses puissances de la région de l'océan Indien et du Pacifique, actuellement nommée «la région Indo-Pacifique», nécessitent des arrangements permettant de normaliser les comportements de celles-ci afin d'éviter une montée des tensions entre elles et d'induire une certaine prévisibilité de leurs actions.²⁹

En outre, la position géographique de l'océan Indien est considérée comme «semi-fermée». Il est entouré des trois côtés de terres fermes (ouest, nord et est) et les seuls points d'entrée se situent à une grande distance des ports. Ceci fait de l'océan Indien une zone stratégique de premier ordre. Effectivement, une puissance maritime qui contrôle cet espace aurait la possibilité d'empêcher quiconque d'entrer dans cette région. De plus, la difficulté d'accéder à cet océan par la terre ferme, due à la configuration géographique particulière de cette zone, est un avantage indéniable pour la puissance dominante cette région. Les montagnes, les déserts et les jungles sont en effet des barrières naturelles contre d'éventuels envahisseurs. Malgré la présence des États-Unis dans l'océan Indien, leur influence sur cet espace maritime a fortement diminué, en comparaison avec la période de la Guerre froide, même s'ils ont toujours conservé leur force navale à Diego Garcia, près de l'île Maurice. Cela est principalement dû aux guerres qu'ils ont menées au Moyen-Orient.³⁰ Le retrait partiel de la première puissance

²⁹ SAINT-MÉZARD, Isabelle (2012), op.cit.

³⁰ BREWSTER, David, « Silk Roads and Strings of Pearls: The Strategic Geography of China's New Pathways in the Indian Ocean », *Geopolitics*, 22:2, 2017, pp.270-272

mondiale laisse donc une place vacante pour l'émergence d'une autre puissance dans la région. La Chine et l'Inde l'ont bien compris et sont candidats.

2.2 Littérature des relations sino-indiennes dans l'océan Indien

Au cours de ces dernières années, plusieurs chercheurs se sont intéressés aux enjeux liés à l'émergence des puissances chinoises et indiennes sur le continent asiatique et aux relations qu'elles entretenaient. La place de la Chine et de l'Inde sur les problématiques relatives au réchauffement climatique, à la gestion des marchés de l'énergie ou à la construction d'un ordre stable en Asie est au centre du débat. Il est en effet impossible de faire l'impasse sur l'influence que ces États auront en Asie et dans le monde. Ils occupent déjà une place importante sur l'échiquier géopolitique de la région. Les dynamiques et les relations qu'ils entretiennent n'ont pas uniquement un impact sur leur région, mais également en Afrique et au Moyen-Orient. Il n'y a donc rien de surprenant à voir l'engouement de certains chercheurs pour cette partie du monde et ces deux États, en particulier.

David Brewster, expert sur la sécurité en Asie, est l'un des auteurs à s'intéresser à ces relations. Avec la montée de la puissance chinoise et le déploiement de Pékin dans les zones d'influence de l'Inde, plusieurs spécialistes parlent d'un nouveau dilemme de sécurité dans cette région. L'auteur étudie la question de savoir s'il existe réellement un tel dilemme dans l'océan Indien entre ces deux puissances asiatiques. Il se base principalement sur la recherche de chercheurs réalistes comme John H. Herz, John Mearsheimer ou encore Robert Jervis. Il conclut que, malgré la présence de l'armée chinoise dans l'océan Indien, il n'existe pas réellement de dilemme de sécurité, car ces deux puissances asiatiques sont conscientes des risques militaires en cas de conflit. La stratégie maritime de la Chine dans l'océan Indien est principalement tournée vers le maintien de la sécurité pour leur approvisionnement énergétique. En effet, une grande partie de celui-ci transite par cette région du monde. Ceci explique également ses investissements au Pakistan et au Myanmar pour construire des oléoducs dans ces régions. Ceci lui permet d'éviter de faire passer ses ressources par le détroit de Malacca, qui est un point de passage très sensible. Il s'agit donc d'ouvrir une voie alternative pour l'acheminement de ses ressources énergétiques. Il devient primordial pour la Chine d'assurer son approvisionnement, si elle veut garder le

cap de son bon développement et ne pas devenir l'otage des aléas de l'océan Indien et du détroit de Malacca. Le manque de confiance de Pékin envers New Delhi pour assurer la sécurité dans cette région du monde dénote et induit, par la même occasion, une forme de compétition entre ces deux États.³¹

Dans un autre de ses articles, Brewster s'intéresse aux enjeux stratégiques liés à la politique de la nouvelle route de la soie de la Chine. D'après cet article³², les intérêts maritimes grandissants de Pékin dans l'océan Indien peuvent radicalement changer la totalité des forces géostratégiques de la région. En effet, l'océan Indien, contrairement aux autres océans, est enclavé et il existe peu de façon d'y accéder. La volonté de la Chine de relier cet océan à ses terres par la création de routes commerciales via le Pakistan et le Myanmar changerait complètement les enjeux géostratégiques de la région. Brewster indique:

«These new overland pathways to the Indian Ocean have the potential of effectively turning China, previously a Eurasian hinterland power vis-a-vis the Indian Ocean, into a resident power of the Indian Ocean. This could have a major impact on strategic relationships within this space».³³

Certains spécialistes, principalement étasuniens, mettent en exergue que la politique du «Collier de perles», mise en place par Pékin, est une stratégie issue de la pensée de Mahan. Ce dernier stipule que la construction d'une chaîne de bases navales dans l'océan Indien permettrait au détenteur de celle-ci de protéger les routes maritimes dans cette région du monde et de dominer cet espace. Par ailleurs, plusieurs élites chinoises et indiennes sont intimement convaincues par l'argumentaire de Mahan sur le lien entre une grande puissance et la possession d'une forte puissance maritime. Selon Brewster, ces élites sont persuadées que la puissance qui contrôlera l'océan Indien contrôlera l'Asie. Il clame que:

«Given this, it is not surprising that many Indian naval analysts interpret Chinese actions in classical Mahanian terms: that China is building a series

³¹ BREWSTER, David, « Beyond the “String of Pearls ”: is there really a Sino-Indian security dilemma in the Indian Ocean? », *Journal of the Indian Ocean Region*, Vol.10, No.2, 2014, pp.133-149

³² Ibid., pp. 269-291

³³ Ibid., p.271

of bases and way stations across the Indian Ocean as part of a concerted strategy to become the dominant naval power in the region».³⁴

Ceci étant, il existe de nos jours peu de preuves que ces différents ports servent de bases militaires pour la Chine. La nouvelle route de la soie représente, selon Brewster, un nouveau chapitre dans la compétition navale entre la Chine et l'Inde sur le contrôle de cet espace maritime. Par ailleurs, l'interdépendance naissante entre la région de l'Indo-Pacifique est également un enjeu majeur pour les deux pays. Ainsi, il est plus aisé de comprendre la volonté de Pékin dans sa politique de la nouvelle route de la soie et celle de New Delhi dans la *Look East Policy*.³⁵

Gurpreet Khurana, officier indien et expert en défense maritime, quant à lui, s'intéresse à la politique du «Collier de perles» de la Chine et à ses implications sécuritaires.³⁶ Il porte une attention particulière au potentiel militaire des différentes infrastructures portuaires financées par la Chine dans l'océan Indien. Le discours officiel annonçait que les raisons des investissements du port de Gwadar au Pakistan étaient de construire une route terrestre pour acheminer les ressources jusqu'en Chine et ainsi contourner le détroit de Malacca, considéré comme un lieu de passage risqué.

Les crises présentes dans cette région rendent cette voie alternative difficilement utilisable. Par conséquent, certains États sont sceptiques face aux arguments avancés par Pékin pour les investissements du port. New Delhi craint particulièrement que la Chine utilise cette base comme infrastructure militaire, dans la mesure où Gwadar est situé non loin de l'Inde. L'utilité d'une infrastructure militaire dans cette ville est indéniable pour le Pakistan. Il n'est donc pas impossible qu'Islamabad entreprenne de telles constructions à cet endroit, avec ou sans l'aide de la Chine. À ce moment-là, il sera très probable que ces infrastructures maritimes accueillent les forces navales chinoises, compte tenu des liens qui unissent le Pakistan et la Chine. Cette dernière entretient également des liens très étroits avec le Myanmar. Elle a souvent assisté celui-ci dans la construction et la rénovation de ports militaires. C'est notamment le cas de la

³⁴ Ibid., p.278

³⁵ Ibid., pp.269-291

³⁶ KHURANA, Gurpreet S., «China's "String of Pearls" in the Indian Ocean and Its Security Implications », *Strategic Analysis*, 31:1, 2008, pp.1-39

construction d'une jetée militaire sur les îles Coco. Les forces maritimes chinoises ont d'ailleurs obtenu un accès périodique à ces infrastructures. Le positionnement stratégique de ces îles, à vrai dire, est un atout majeur pour Pékin. Celui-ci a également investi dans des ports à Chittagong au Bangladesh et à Hambantota au Sri Lanka. Il n'existe pas de preuve que ces ports seront utilisés à des fins militaires, même si Khurana, souligne que le port au Bangladesh serait une bonne alternative à ceux présents au Myanmar. Il souligne également qu'en l'absence de frontière terrestre entre la Chine et le Sri Lanka, l'investissement dans ce port comporte, par conséquent, peu de valeur pour la sécurisation de l'acheminement de ces ressources, sauf pour avoir une présence «physique» dans cette zone.³⁷ Il souligne que:

«In the medium-term timeframe, China is unlikely to develop (or even try to develop) naval 'bases' in the region. However, China's 'informal' agreement with the political leadership of [Indian Ocean Region] littorals for naval access to their 'dual-use' facilities cannot be ruled out. [...] However, taken together, they are strongly suggestive of China's military strategic intentions, which are also driven by Beijing's persistent mistrust of New Delhi and US predominance in the seas».³⁸

Mohd Aminul Karim, un expert en étude sécuritaire, soutient également l'argument que la politique du «Collier de perles» est avant tout une stratégie économique. Il tente dans son article de comprendre les défis et les opportunités de la route maritime de la soie, projet initialement lancé par la Chine dans le but de faciliter les échanges commerciaux entre les divers États asiatiques. D'un point de vue économique, ce projet possède des avantages indéniables. Celui-ci est toutefois limité par les enjeux géopolitiques de la région. L'auteur analyse principalement la région stratégique de la baie du Bengale. Il s'agit en effet d'une zone importante pour la Chine et l'Inde. Pour New Delhi, elle représente une région liée à sa zone d'influence et pour Pékin, c'est une zone intéressante due à sa proximité avec le détroit de Malacca.³⁹

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid., p.22

³⁹ KARIM, Mohd Aminul, « China's Proposed Maritime Silk Road: Challenges and Opportunities with Special Reference to the Bay of Bengal Region », *Pacific Focus*, Vol.30 No.3, 2015, pp.297-319

Laurent Amelot, un spécialiste de la géopolitique asiatique, mène, quant à lui, plusieurs études sur les tenants et les aboutissants de la présence de la marine chinoise dans l'océan Indien.⁴⁰ Comme les précédents auteurs, Amelot soutient l'argument que la présence de Pékin dans cette région du monde sert à assurer la sécurité des routes commerciales. Le développement militaire de la Chine, selon lui, ne doit pas forcément être interprété comme une logique impériale ou hégémonique. Selon lui,

«L'actuelle montée en puissance de ses capacités militaires ne doit pas être obligatoirement perçue comme illégitime dans la mesure où elle est concomitante à son élévation au statut de puissance économique majeure sur la scène internationale, laquelle participe de son projet d'accession au statut de puissance mondiale».⁴¹

En outre, la domination des espaces maritimes mondiaux par les États-Unis et le développement militaire de l'Inde et du Japon attisent quelque peu les craintes de la Chine. En effet, face aux capacités d'action de ces principaux rivaux sur la scène internationale, Pékin doit prendre des mesures afin de protéger son développement économique. Compte tenu de l'importance de l'océan Indien et particulièrement du détroit de Malacca pour l'approvisionnement énergétique et le développement de la Chine, cette région est considérée comme un axe central pour l'économie chinoise. Ainsi, le 29 novembre 2003, le président chinois en exercice, Hu Jintao, montre ses inquiétudes au sujet de la dépendance pétrolière de son pays envers les régions du golfe Arabo-Persique et de l'Afrique. Ces importations pétrolières voyagent depuis l'Afrique vers la Chine continentale en passant par l'océan Indien et le détroit de Malacca. Tout incident international tel qu'une crise ou la prise de contrôle de ce détroit par une puissance hostile et rivale à la Chine dans cette région du monde paralyserait et affaiblirait fortement la croissance chinoise. Selon ces craintes, Hu Jintao met en exergue la vulnérabilité de la Chine et la nécessité d'adopter de nouvelles stratégies afin de réduire le risque encouru par celle-ci. L'expression «dilemme de Malacca» résume cela. En cas de conflit entre Taïwan et la Chine, cette dernière craint que les États-Unis, soutenus par l'Inde, le Japon ou encore l'Australie, imposent un blocus dans le

⁴⁰ AMELOT, Laurent, « Le dilemme de Malacca », *Outre-Terre*, 2010/2 (n°25-26), pp.249-271

⁴¹ *Ibid.*, p.249

détroit de Malacca. Pékin n'aurait pas la capacité militaire de lutter contre tous ces opposants et de maintenir le détroit ouvert. C'est dans ce cas de figure que réside réellement le dilemme de Malacca. Selon Amelot, si ce dilemme apparaît surévalué, il démontre néanmoins trois autres enjeux pour Pékin: la question taïwanaise, la sécurité énergétique et l'idée de «puissance hostile» comme les marines étasunienne et indienne. Ces deux puissances maritimes sont actuellement capables de perturber les routes commerciales chinoises dans l'océan Indien. Amelot argumente que:

«Le “dilemme de Malacca” apparaît avant tout comme un débat académique dont le président Hu Jintao s'est fait l'écho lors de son discours du 29 novembre 2003. En découle, cependant, l'élaboration d'une politique motivée par une prise de conscience de la dépendance et de la vulnérabilité stratégique en matière énergétique et notamment pétrolière qui va amener les autorités chinoises à prendre des décisions donnant priorité aux considérations géopolitiques et stratégiques sur celles qui sont d'ordre économique ou géoéconomique».⁴²

Ainsi, la politique du «Collier de perles», initiée par Pékin, suit cette même logique. Cette stratégie ne fait qu'accroître la crainte des États-Unis et de leurs alliés. Toutefois, selon Amelot, la réalité semble plus complexe que cela.⁴³ Tout d'abord l'expression «Collier de perles» est issue du rapport de l'*Energy Futures in Asia*, un document interne du Département de la Défense étasunienne et divulgué par le journaliste Bill Gertz dans son article *China Builds up Strategic Sea lines* publié dans le *Washington Times*. Il s'agit donc d'une expression initiée par des représentants et des médias étasuniens. Cela a notamment permis de maintenir un discours sur la «menace chinoise». Cette stratégie fait référence aux différents investissements financiers et au déploiement de l'Armée populaire de libération marine dans l'océan Indien. Selon Amelot, il est question d'une stratégie défensive dont la composante première est d'ordre géoéconomique. Il s'agit avant toute autre chose, pour la Chine, de protéger ses routes commerciales. La première puissance mondiale ne le voit pas de cet œil-là. Les États-Unis voient les ambitions chinoises comme une volonté

⁴² Ibid., p.266

⁴³ AMELOT, Laurent, « La stratégie chinoise du « Collier de perles » », *Outre-Terre*, 2010/2, (n° 25-26), pp. 187-198

«de créer un “nouvel ordre international multipolaire” se traduisant en particulier par la remise en question de l’équilibre des puissances en Asie au détriment des Étatsuniens qui étaient jusqu’alors garants de la sécurité du continent et singulièrement de ses voies de communication maritimes».⁴⁴

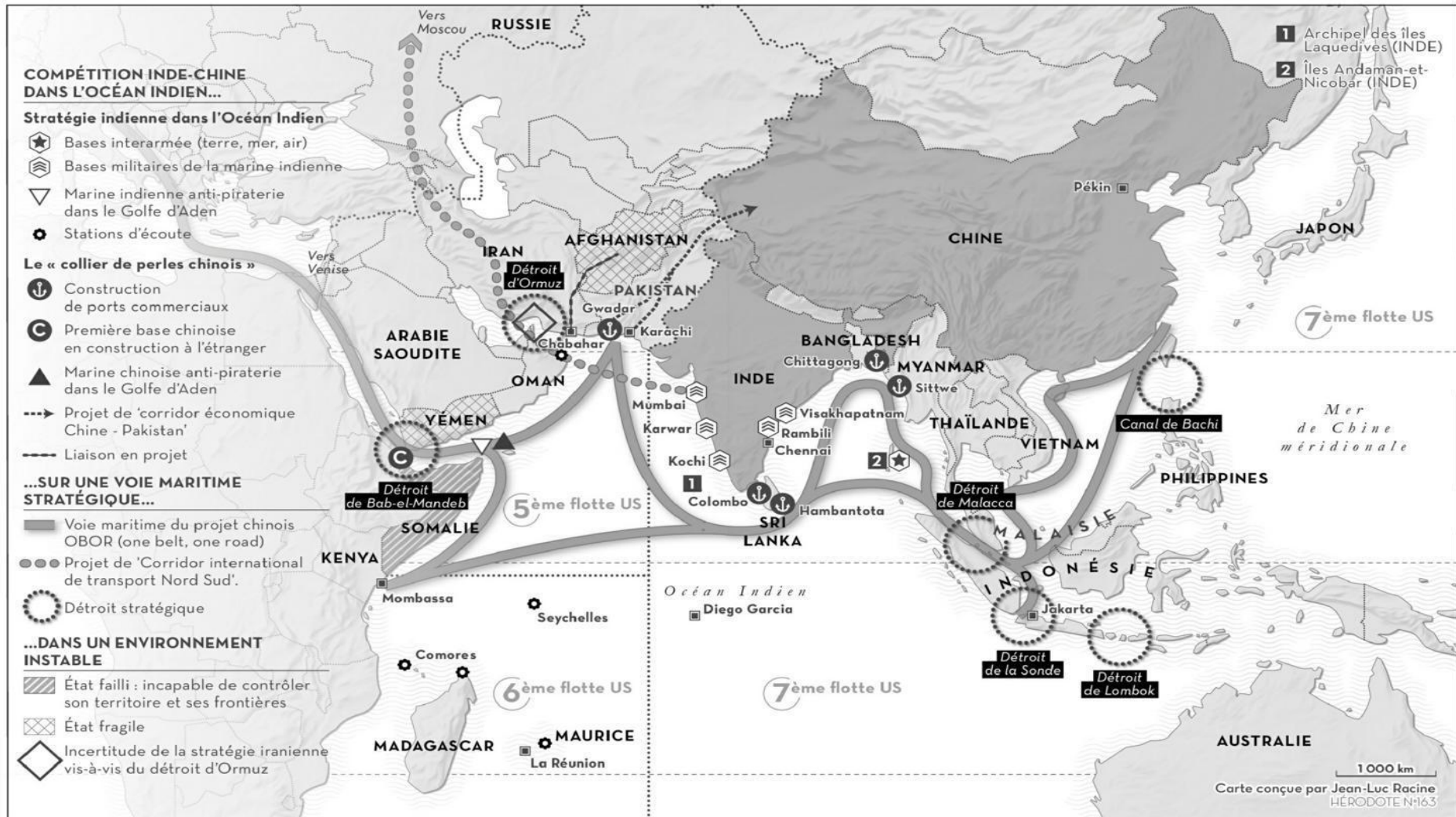
En d’autres termes, il s’agit en réalité d’une stratégie plus offensive et plus ambitieuse avec des implications géopolitiques majeures ne se limitant pas uniquement au continent asiatique. La présence chinoise dans le canal de Panama depuis la seconde moitié des années 1990 est certainement l’exemple le plus probant de leur volonté d’expansion. En outre, le discours étasunien trouve un écho favorable en Inde. La présence de l’influence de Pékin aux abords de New Delhi ne fait qu’augmenter sa méfiance. Selon l’auteur, le discours du «Collier de perles» est fondé sur des représentations antagonistes et des analyses diamétralement opposées entre les États-Unis et leurs alliés d’un côté et la Chine d’un autre côté. Pour les premiers, il s’agit d’une stratégie offensive déguisée sous le discours du «développement pacifique». Pour la seconde, il s’agit de protéger ses routes commerciales primordiales pour son développement.

Au travers des différentes lectures, nous constatons qu’il manque bien une architecture de sécurité au sein de l’Asie. Ceci est également observable dans la région de l’océan Indien. Les caractéristiques hétéroclites du continent asiatique ne permettent pas d’établir un système de sécurité satisfaisant tous les États asiatiques. C’est également ce qui ressort de la recherche de Saint-Mézard, qui n’observe aucune structure de sécurité dans la zone de l’océan Indien. Par ailleurs, les différentes lectures sur les relations sino-indiennes à l’intérieur de l’océan Indien démontrent le manque d’une coopération sécuritaire entre New Delhi et Pékin. L’océan Indien est une zone stratégique de grande importance pour les deux États, et une grande partie de leurs marchandises transite effectivement dans ces eaux. Ils ont donc tout intérêt à mener une politique commune pour lutter contre toute perturbation de ces routes maritimes. L’identification ou non d’une architecture de sécurité en Asie orientale nous permettrait de mieux comprendre les dynamiques des relations des différents États de la région. Elle nous permettra

⁴⁴ Ibid., p.189

également de mieux comprendre les relations sino-indiennes et les facteurs à l'origine de leur manque de coopération.

2. Carte de l'océan Indien et des différents ports de la Chine et de l'Inde :



Source : Jean-Luc Racine, Hérodoté, n°163, 2016

3. Cadre théorique

3.1 Introduction à la théorie des complexes régionaux de sécurité

Il existe un nombre important de théories qui expliquent l'absence apparente d'une architecture de sécurité en Asie de manière générale. La théorie des complexes de sécurité régionaux (TCRS) de Buzan et Waever est l'une d'entre elles, comme nous l'avons vu précédemment. Ces auteurs s'appuient sur l'idée que, depuis la période de décolonisation, les enjeux au niveau régional ont pris une plus grande importance dans les relations internationales et la chute de l'URSS n'a fait qu'accélérer ce processus. Avec la fin de la Guerre froide et en l'absence d'une superpuissance pour rivaliser contre les États-Unis, les puissances régionales ont pu émerger à travers le monde. La nouvelle structure du système international, selon ces auteurs, est bien plus complexe qu'une analyse simpliste entre un monde unipolaire ou multipolaire. Par ailleurs, ils ne sont pas non plus convaincus par l'argument que le système international est désormais dans une phase de nouveau désordre mondial.⁴⁵ Depuis la fin de l'URSS, les relations internationales et l'ordre mondial ont certes changé, mais pas comme l'ont décrit certains auteurs. Il s'agit d'une période plus complexe avec la présence et l'interaction d'une multitude d'acteurs sur la scène internationale. La TCRS considère que le niveau systémique d'analyse de la sécurité internationale n'est plus pertinent. En effet, les problèmes de sécurité les plus basiques des États dépendent davantage de leur voisinage immédiat que des superpuissances distantes. Buzan et Waever indiquent que « [l]es principales hypothèses de la théorie des complexes de sécurité soulignent que la sécurité s'inscrit dans des régions géographiquement et socialement construites, et que les problématiques de sécurité perdent de leur pertinence à mesure que la distance croît».⁴⁶ L'interdépendance sécuritaire au sein d'une région est plus intense entre les acteurs évoluant dans celle-ci qu'entre un acteur d'une région et ceux vivant dans d'autres régions. Cette théorie suggère ainsi que le système international peut être

⁴⁵ BUZAN, Barry & WAEVER, Olé (2003), op.cit.,p.3

⁴⁶ BUZAN, Barry & WAEVER, Olé cité à travers DJEBBI, Sihem, « Les complexes régionaux de sécurité », Fiche de l'Irsem n° 5, Mai 2010, pp.1-9, [en ligne], consulté le 08.05.2017, URL : https://www.google.ch/search?q=Les+complexes+r%C3%A9gionaux+de+s%C3%A9curit%C3%A9+&ie=utf-8&oe=utf-8&client=firefox-b-ab&gfe_rd=cr&dcr=0&ei=XD45WrinLObI8geB2YmoDQ

divisé en unités régionales, au sein desquelles les interactions sécuritaires peuvent être soit conflictuelles, soit coopératives.

L'émergence de New Delhi et de Pékin est un bon indicateur de la place qu'occupent actuellement les puissances émergentes sur la scène internationale. Cette théorie, par ailleurs, nous permettra de mieux saisir les phases de coopération et de rivalité entre la Chine et l'Inde. Ainsi, les enjeux de sécurité liés aux relations sino-indiennes en général et aux relations dans l'océan Indien en particulier peuvent être analysés grâce à cette théorie. L'essor des deux puissances asiatiques et l'affaiblissement des États-Unis⁴⁷ dans la région ont permis la construction d'une nouvelle géopolitique en Asie orientale.

Les auteurs définissent la TCRS comme: «a set of units whose major processes of securitisation, desecuritisation, or both are so interlinked that their security problems cannot reasonably be analysed or resolved apart from one another».⁴⁸ D'emblée, l'importance de l'interdépendance entre les différentes unités au sein d'un complexe est clairement soulignée. Par conséquent, les enjeux sécuritaires d'un complexe auront un impact dans ceux de l'unité. La TCRS se base principalement sur les thèses néoréalistes et elle considère le système international comme anarchique, dû à l'absence d'un gouvernement central. Celui-ci génère donc une certaine compétitivité entre les États et alimente l'idée du *self help*. L'intérêt central de ces derniers est donc d'assurer leur propre survie. Buzan définit la sécurité comme «the pursuit of freedom from threat».⁴⁹ Selon cet auteur, durant la période de post-Guerre froide, la sécurité des États dépendait plus des entités étatiques dans le voisinage que les stratégies et la puissance des États éloignés. Il clamait que:

«The region, in contrast, refers to the level where states or other units link together sufficiently closely that their securities cannot be considered separate from each other. The regional level is where the extremes of

⁴⁷ BUZAN, Barry (2012), op.cit.

⁴⁸ BUZAN, Barry & WAEVER, Olé (2003), op.cit., p.44

⁴⁹ BUZAN, Barry (1991), op.cit., p.37

national and global security interplay, and where most of the action occurs».⁵⁰

Buzan et Waever sont, en d'autres termes, conscients de l'importance de la sécurité aux niveaux global et national, mais il ne faut néanmoins pas négliger l'importance du niveau régional. Les complexes régionaux de sécurité considèrent la région comme une entité territorialement cohérente, composée de groupes d'États partageant des frontières communes. La théorie inclut également des acteurs non étatiques. Cependant, l'absence d'institutions régionales fortes et le faible poids de ces acteurs sur les enjeux de sécurité en Asie orientale impliquent qu'ils ne sont pas pertinents à étudier dans ce travail de recherche. C'est pourquoi nous allons donc uniquement nous intéresser aux États. Il est tout de même important de comprendre que les régions ne sont pas uniquement des niveaux intermédiaires entre le global et le national. Elles sont même considérées au sein de la perspective de la TCRS comme des mini-systèmes où toutes les autres théories des relations internationales peuvent être appliquées, telles que l'équilibre des puissances, la polarité, l'interdépendance ou encore les systèmes d'alliances. Partant de là, un État ne peut satisfaire ses ambitions de grande puissance que s'il n'atteint pas en premier lieu le rang de puissance régionale, d'où l'importance des préoccupations de sécurité dans leur voisinage.⁵¹

Dans la mesure où la sécurité est un phénomène relationnel, on ne peut pas comprendre la politique de sécurité d'un État sans avoir d'égard envers le cadre dans lequel il se trouve. La «région» renvoie à l'existence d'un sous-système distinct et significatif qui regroupe des États géographiquement proches – l'espace étant un élément qui joue un rôle important dans la perception de la menace. Selon la TCRS, les menaces se déplacent plus rapidement sur une courte distance que sur une grande. Celles-ci vont donc amener une interdépendance sécuritaire au sein d'une région donnée, également appelée complexe régional de sécurité (CRS). Il est néanmoins important de souligner qu'un complexe régional n'est pas démarqué par sa zone géographique, mais qu'il est construit par la perception de menace. Un CSR est donc socialement construit et il dépend des relations de sécurité qu'un État veut entretenir avec les autres entités étatiques autour de lui.

⁵⁰ BUZAN, Barry & WAEVER, Olé (2003), op.cit., p.43

⁵¹ Ibid., pp.3-6

Le processus de sécurisation et l'interdépendance sécuritaire sont plus intenses entre les entités étatiques présentes à l'intérieur de ce complexe qu'à l'extérieur. Celui-ci peut toutefois être pénétré par une superpuissance. Cependant, les dynamiques régionales possèdent une autonomie indépendante du modèle imposé par cette puissance. En d'autres termes, les enjeux de sécurité présents au sein d'un complexe ne sont pas dictés par une puissance en dehors de celui-ci. Il est important de bien saisir ces mécanismes afin d'avoir une vision globale des enjeux de sécurité internationaux et de comprendre comment ces différents niveaux – global, régional et national – interagissent.⁵² Autrement dit, la sécurisation ou la désécurisation au niveau international dépend fortement de la sécurité au sein des régions.⁵³

Il est important de penser la sécurité d'une région au-delà de la question du pouvoir et des rapports de force. En effet, la sécurité se réfère fondamentalement à la distinction ami/ennemi et fonctionne selon une logique qui doit être distinguée de celle qui découle de la simple distribution du pouvoir entre les États à l'intérieur du complexe. Ce processus repose sur les craintes partagées par un groupe d'États et explique que la sécurité d'un État ne peut être conçue indépendamment de celle de ses voisins. Le facteur principal qui détermine l'existence d'un complexe de sécurité est l'existence d'un sentiment collectif par rapport à une menace relativement bien identifiée.⁵⁴

Buzan et Waever identifient 4 critères pour définir une structure des complexes régionaux de sécurité⁵⁵ :

1. Des frontières distinctes pour les différentes régions,
2. Un système anarchique (cela implique qu'il existe plusieurs unités au sein d'une région),
3. Un système de polarité,
4. Une construction sociale entre les différentes unités présentes à l'intérieur de la région (concept d'amitié ou d'hostilité entre les unités).

⁵² Ibid., p.4

⁵³ Ibid., pp.6-26

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Ibid., p.53

Selon cette théorie, les États peuvent être catégorisés comme une superpuissance, une grande puissance, une puissance régionale ou mineure. Cette dernière ne pourrait posséder les ressources nécessaires pour constituer un pôle régional à l'intérieur d'un complexe de sécurité, contrairement à une puissance régionale. Une grande puissance possède, quant à elle, les ressources pour pénétrer un complexe voisin tandis qu'une superpuissance peut s'infiltrer et influencer n'importe quel complexe à travers le monde. En d'autres termes, les puissances mineures n'auront pas d'influence, celles régionales uniquement à l'intérieur de leur complexe de sécurité, tandis que les deux autres en auront aussi au niveau international. Il est important de noter qu'au sein de cette théorie, les ressources matérielles ne sont pas la seule variable pour évaluer une puissance. Il est également important que les grandes puissances soient considérées comme telles. Il est néanmoins important de relativiser l'influence de ces puissances quant à intervenir et à influencer un complexe. Buzan et Waever expliquent :

«One of the purposes of [Regional Security Complex Theory] is to combat the tendency to overstress the role of the great powers, and to ensure that the local factors are given their proper weight in security analysis. The standard form for an [Regional Security Complex] is a pattern of rivalry, balance-of-power, and alliance patterns among the main powers *within* the region: to this pattern can then be added the effects of penetrating external powers. Normally the pattern of conflict stems from factors indigenous to the region and outside powers cannot (even if heavily involved) usually define, desecuritize, or reorganise the region».⁵⁶

Le concept de puissance présent à l'intérieur des complexes de sécurité est également connu sous le nom de la «balance des pouvoirs régionaux». Le concept de l'équilibre des puissances est donc également présent au sein des complexes. Dans ce système, les États ont la possibilité soit de s'allier à l'État le plus puissant, soit de tenter d'équilibrer sa puissance en créant une coalition avec d'autres États. L'équilibre des puissances désigne le bon équilibre entre les différents États en compétition. Celui empêche un État de prendre le dessus sur un autre. Il est par conséquent possible d'analyser un complexe de sécurité en termes

⁵⁶ Ibid., pp.46-47

de polarité. En effet, une région peut être uni, bi, tri ou multipolaire comme au sein du système international.⁵⁷

Le critère de l'amicalité et de l'hostilité est au centre de la théorie. En d'autres termes, si un État perçoit une autre entité étatique comme une «amie», elle sera considérée comme une alliée. *A contrario*, elle sera perçue comme une rivale, si elle est considérée comme une «ennemie». Il s'agit donc d'une construction que les États créent au fil des années et au travers de leurs relations et de leurs intérêts. Les facteurs historiques et culturels vont, en effet, avoir un grand rôle dans les futures relations entre les unités. Il est tout de même important de souligner que ces facteurs ne sont pas permanents, mais restent durables. D'une part, la formation d'une région dérive de l'interaction entre le système anarchique des relations internationales et la balance de pouvoirs. D'autre part, elle dérive de la pression de la proximité géographique. Par ailleurs, la majorité des menaces sécuritaires ne parcourent pas une grande distance et restent souvent cloisonnées au niveau régional. Tous ces éléments vont créer une interdépendance entre les différentes unités au sein de la région. La TCRS tente de démontrer que les puissances régionales doivent également être considérées dans la grille d'analyse afin de mieux saisir les enjeux sécuritaires au sein d'une région donnée. La sécurité internationale ne dépend donc pas uniquement des grandes puissances en dehors du complexe.⁵⁸

3.2 Types de complexes selon Buzan et Waeber

Au travers de ces paramètres structurants et de ces transformations, Buzan et Waeber identifient plusieurs typologies de complexe de sécurité régionale. Comme mentionné précédemment, ils définissent quatre types de complexes: le standard, le centré, les grandes puissances et les supercomplexes.⁵⁹

Au sein d'un complexe standard, la structure est anarchique, la polarité est déterminée par les puissances régionales et elle peut varier d'unipolaire à multipolaire. Cependant, il n'existe pas de puissance globale à l'intérieur du système. L'élément principal de ce type de complexe en termes de politique

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Ibid., p.53

sécuritaire est basé sur les relations entre les différentes puissances à l'intérieur de la région. Ces relations régissent les dynamiques des États présents au sein de la région et de la pénétration d'une grande puissance au sein du complexe.

Les complexes de sécurité régionaux centrés font référence à la présence, au sein d'une région, d'une grande puissance — comme la Russie — ou d'une superpuissance — comme les États-Unis — ou encore d'une institution ayant assez d'influence au sein de la région — comme dans le cas de l'Union européenne. Dans ce genre de complexe, les puissances régionales n'auront pas la force nécessaire pour contrebalancer la puissance dominante. La stabilité de ce complexe régional est assurée par la puissance dominante qui est, par conséquent, plus stable que les autres.

Dans les complexes régionaux de grande puissance, plusieurs puissances au niveau global sont présentes, comme ce fut le cas en Europe avant la Première Guerre mondiale. Cette catégorie se différencie du type de complexe standard, car les grandes puissances n'auront pas uniquement un impact à l'intérieur du complexe de sécurité, mais également au niveau global. De plus, comme plusieurs puissances sont impliquées, il n'est pas rare d'observer la volonté d'un État d'étendre son influence au sein d'une région voisine. Par ailleurs, dans ce cas précis, une grande puissance régionale doit intervenir sans quoi son statut serait mis en danger.

Les auteurs définissent un supercomplexe lorsqu'il y a la présence de fortes dynamiques de sécurité interrégionale provenant des grandes puissances dans les zones voisines. Ces zones vont, par conséquent, tendre à fusionner.

Un complexe de sécurité n'est pas fixe. Il est possible, en effet, d'observer trois sortes de phénomènes à l'intérieur de celui-là: le maintien du statu quo, un changement interne ou une transformation externe. Au sein du premier, les puissances en place ne changent pas leur position. Dans le second, il existe un changement interne du système du complexe régional. Cela peut se produire lors d'une transformation de la structure anarchique, comme lors d'une politique d'intégration régionale, d'un changement de polarité ou encore d'un changement de la construction sociale de l'amitié ou de l'intimité entre plusieurs États. Enfin,

le dernier phénomène fait référence à une transformation en dehors du complexe régional.⁶⁰ La fusion de deux régions ou la division de celles-ci en serait un exemple :

«As substructures, they can have mediating effects on relations between the great powers and the local states as well as on the interactions of states in the regions. The [Regional Security Complex] RSC constitutes a social reality, which is more than the sum of its parts, and thus it is able to intervene between intentions and outcomes. Although the RSC does not exist independently of the states and their vulnerabilities, the outcome of their interactions would be different if it were not for the existence of the RSC. It is not a root cause in itself but a structure that modifies and mediates the action and interaction of units».⁶¹

3.3 Place de l'Asie orientale dans la TCRS

Selon Buzan et Waever, l'Asie est un cas pertinent pour observer des dynamiques traditionnelles de sécurité. Celles-ci sont principalement pensées en termes militaire et politique. Les questions de sécurité sont fortement liées à la puissance des États, et par conséquent, l'utilisation de la force reste une option. Les auteurs soulignent également les caractéristiques spécifiques présentes à l'intérieur du continent asiatique. Il compte plusieurs grandes puissances et pays nucléarisés. Il existe également un écart entre les pays les plus développés et ceux en développement. Ceci implique qu'il existe également une disparité en termes de dotation militaire. Le développement de la Chine est perçu par plusieurs États comme une menace, tout particulièrement pour le Viêt Nam et Taïwan. Il existe également un fort sentiment nationaliste dans la plupart des pays asiatiques et l'existence de plusieurs systèmes politiques en Asie est un autre élément de l'hétérogénéité de ce continent. De surcroît, la plupart des pays asiatiques ont été sous le joug d'une puissance impériale occidentale ou asiatique. Ils sont donc fortement attachés à leur souveraineté et à leur indépendance. Par ailleurs, la superficie de l'Asie et sa géographie sont bien différentes des autres continents. Tous ces critères réunis impliquent, selon Buzan et Waever, qu'il existe

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Ibid., pp.50-51

«[a] high probability of fairly classic powerpolitics behaviour as the Asian standard over the next few decades. Military-political security has priority, and the use of force, even all-out war, is understood as a possibility in many places. Economic development is a priority not just for welfare objectives and maintaining military strength, but also for moving up the ranks of military power». ⁶²

Ces auteurs identifient, durant la période de la Guerre froide, trois complexes de sécurité sur le continent asiatique: celui du Sud, du Nord-Est et du Sud-Est. Dans la période post-Guerre froide, avec la dissolution de l'URSS, le retrait partiel des États-Unis et la montée de la Chine, il y eut une fusion des derniers complexes pour n'en former qu'un seul: le complexe de l'Asie de l'Est. ⁶³

3.4 Hypothèses

À partir des différents postulats émis par Buzan et Waever, il nous est possible de dériver des attentes et des hypothèses sur nos questions de recherche.

En se basant sur les relations sino-indiennes, quelle est l'actuelle architecture de sécurité en Asie orientale?

H₁: Compte tenu de la configuration des puissances de Pékin et de New Delhi, l'Asie orientale peut actuellement être considérée comme un supercomplexe, au sens de la TCRS de Buzan et Waever.

Comment pouvons-nous interpréter le manque de coopération sécuritaire entre la Chine et l'Inde, comme au sein de l'océan Indien, malgré des intérêts convergents?

H₂: Le principe de balance des pouvoirs régionaux induit par le système de polarité entre la Chine et l'Inde expliquerait le maintien de tension entre ces deux acteurs.

H₃: La méfiance mutuelle qu'entretiennent ces deux États empêche une coopération au sein de l'Asie orientale et dans l'océan Indien entre ceux-ci.

⁶² Ibid., p.95

⁶³ Ibid.

4. Méthodologie

Dans le cadre de notre projet de recherche, nous allons procéder à une étude qualitative basée sur différentes ressources écrites. Comme il s'agit d'une étude menée sur un cas bien précis, nous allons utiliser la méthode de traçage de processus (*process tracing*). C'est une méthode d'analyse relativement récente en science politique; elle est issue du domaine de la psychologie. Il s'agit d'une méthode d'analyse qualitative qui permet, dans une étude de cas, de comprendre comment la variable indépendante produit des effets sur la variable dépendante.

Par ailleurs, cette méthode est également compatible avec le mode de raisonnement scientifique de la déduction. La logique déductive va nous permettre d'explorer dans la littérature existante la manière dont d'autres chercheurs ont défini le lien de causalité entre ces variables. À partir de ces textes, il sera possible de dériver des hypothèses, afin de tester la réalité empirique. Ce type de méthode demande de collecter un nombre important de données issues de la littérature sur la thématique de la recherche. L'objectif est de réunir un corpus cohérent et le plus exhaustif possible afin, d'avoir la vision la plus objective possible. Ainsi, le traçage de processus exige de collecter une grande quantité de données provenant de différentes sources, qui doivent être «objectives» les unes par rapport aux autres. La recherche ne portant principalement que sur un seul cas, il est donc important de le garder à l'esprit lors de l'analyse des résultats. Cette méthode peut contribuer au développement d'une nouvelle série d'hypothèses ou de confirmer les conclusions amenées par la théorie existante.⁶⁴

En l'absence d'une architecture distincte sur ce continent, nous allons procéder à un raisonnement déductif, afin de déterminer la structure de sécurité à l'intérieur de celui-ci. Nous allons donc partir des postulats théoriques pour définir des attentes ou des hypothèses quant à la réalité empirique. Ces suppositions seront ensuite confrontées à la réalité empirique. Nous pourrions ainsi tirer des conclusions sur la fiabilité de la théorie. Notre travail de recherche s'inscrit donc

⁶⁴ CORMAN, Ramona et al., *Méthodes de la science politique : De la question de départ à l'analyse des données*, De Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve, 2016, pp. 161-178

dans un raisonnement hypothético-déductif. Nous émettrons des hypothèses à partir d'une théorie, et nous les confronterons ensuite à la réalité.

Le traçage de processus est une méthode adaptée dans le cadre de notre projet de recherche. En effet, la TCRS offre un modèle explicatif, sur l'architecture de sécurité en Asie orientale et sur le manque de coopération entre la Chine et l'Inde, comme dans la région de l'océan Indien, en dépit des intérêts convergents sur la sécurisation de cet espace maritime. Pour mener à bien notre recherche, nous allons principalement nous baser sur des documents écrits. Nos limites financières et linguistiques ne nous permettent pas de récolter nos propres données comme lors d'un entretien. Il est donc plus aisé de nous baser sur des sources primaires (déclarations officielles chinoises et indiennes) et secondaires (articles scientifiques et de presse) pour notre recherche. L'objectif est de constituer un corpus cohérent et le plus exhaustif possible, afin de répondre à notre question de recherche. Nous allons donc procéder à une étude qualitative basée sur la littérature spécifique aux relations sino-indiennes. Nous pourrions ainsi comprendre l'actuelle structure de sécurité présente en Asie orientale et pour quelles raisons la Chine et l'Inde ne trouvent pas un terrain d'entente malgré leurs intérêts communs dans l'océan Indien, à savoir la sécurisation des routes maritimes.

5. Opérationnalisation

Au sein de cette section, nous allons identifier les indicateurs qui nous permettront d'évaluer les différents concepts mis en avant par la TCRS de Buzan et Waever. Il s'agit en effet d'une étape importante de la recherche, car l'opérationnalisation des hypothèses va nous donner l'opportunité de confronter les postulats théoriques avec la réalité empirique. Comme nous l'avons vu précédemment, les variables que nous testerons sont l'existence d'un supercomplexe dans cette région du monde, le principe des balances de pouvoir et la méfiance réciproque entre l'Inde et la Chine.

Dans un premier temps, nous essayerons de montrer que l'architecture actuelle de l'Asie orientale est un supercomplexe. Celui-ci est caractérisé par l'existence d'une forte dynamique de sécurité interrégionale provenant de grandes puissances issues de deux complexes voisins. Ceux-ci tendront à fusionner et former un supercomplexe. Le qualificatif de grande puissance est attribué à un État lorsqu'il possède des ressources suffisantes pour pénétrer un complexe voisin. Il doit donc avoir des moyens d'intervenir et d'influencer une autre région que la sienne. Il sera donc important de montrer que ces deux États rayonnent dans deux complexes distincts, mais qu'ils interviennent dans le complexe de l'autre d'un point de vue militaire. Comme nous l'avons mentionné dans le cadre théorique, Buzan et Waever divisent l'Asie orientale en deux complexes, celui de l'Est et celui du Sud. Toujours selon la TCRS, la Chine est présente dans le complexe de l'Asie de l'Est et l'Inde dans celui du Sud. Ainsi, pour tester notre hypothèse, nous devons démontrer que les forces militaires chinoises sont présentes dans le complexe de l'Inde et vice versa. En d'autres termes, la Chine doit pouvoir intervenir dans le complexe de l'Inde et cette dernière dans celui de Pékin pour que le terme de supercomplexe puisse s'appliquer. La présence de forces armées est un bon indicateur, car cela prouve que ces deux États ont les capacités militaires pour intervenir en dehors de leur frontière et intervenir dans un complexe voisin. La TCRS postule également qu'un État qui prétend être une grande puissance doit également être perçu comme tel par les autres entités étatiques. Pour mesurer ceci, nous allons nous intéresser au discours d'autres

États, afin de démontrer que la Chine et l'Inde sont bien perçues comme des grandes puissances par ceux-ci. Si les deux éléments sont vérifiés, nous pourrions alors affirmer que l'architecture de l'Asie orientale est un supercomplexe et qu'il existe une dynamique de sécurité interrégionale entre le complexe de l'Asie du Sud et celui de l'Est. Toutefois, si un de ces critères n'est pas présent, nous devrions alors infirmer notre première hypothèse.

Pour tester notre seconde hypothèse et comprendre le manque de coopération entre la Chine et l'Inde, nous analyserons les différentes alliances militaires de celles-ci dans la région. Cet indicateur, nous permettra d'évaluer la présence ou non d'un système de polarité entre New Delhi et Pékin. Ce principe est également un concept utilisé dans la TCRS. Bien que l'analyse des alliances relève plutôt des théories avancées par les réalistes, celle-ci peut s'appliquer à ces complexes régionaux, car la TCRS perçoit ceux-ci comme des mini-systèmes où les autres théories des relations internationales entrent en jeu. Les alliances militaires sont un bon indicateur pour tester le principe de balance des pouvoirs régionaux entre la Chine et l'Inde. Cet indicateur nous permettra de mettre en exergue l'existence ou non d'une polarité et donc d'une rivalité entre ces deux États en Asie orientale. Il sera également important, pour confirmer notre hypothèse, que ces États aient des alliances distinctes l'une de l'autre. Dans le cas contraire, nous ne pourrions pas vérifier notre hypothèse. En d'autres termes, si la Chine et l'Inde ne font pas partie des mêmes alliances militaires, nous pourrions confirmer notre hypothèse. Si nous n'observons pas de tels cas, nous pourrions alors rejeter notre seconde hypothèse. L'étude des alliances militaires nous permettra aussi de mieux saisir les relations sino-indiennes dans l'océan Indien et de comprendre leur manque de coopération dans la région.

Enfin, pour tester notre dernière hypothèse, soit la méfiance entre la Chine et l'Inde, nous allons dans un premier temps nous concentrer sur l'histoire de leur relation. En effet, comme le stipule la TCRS, le critère de l'amicalité et de l'hostilité entre les pays est une construction historique de leurs relations. Nous tenterons de découvrir l'existence d'un ou plusieurs différends non résolus entre la Chine et l'Inde. La non-résolution d'un ou de plusieurs conflits antérieurs engendre une méfiance et une rivalité qui ne permet pas une coopération saine et

solide entre deux États. Il s'agit donc d'un critère central pour valider notre hypothèse. Nous allons ensuite nous concentrer sur la perception de la Chine envers l'Inde et réciproquement. L'analyse des perceptions nous aidera à évaluer si Pékin et New Delhi considère l'autre comme un pays «ami» ou «rival». S'ils se perçoivent mutuellement comme des rivaux, ceci expliquerait la raison de leur réticence à coopérer davantage l'un avec l'autre. L'analyse de différends non résolus et les perceptions mutuelles de la Chine et de l'Inde sont donc des indicateurs adéquats pour mesurer le critère de la méfiance entre deux pays. Par conséquent, il faudrait la présence d'au moins un conflit non résolu ou une perception réciproque de leur rivalité pour accepter notre dernière hypothèse. En l'absence de tels cas, nous devons donc réfuter notre hypothèse.

6. Analyse

6.1 Architecture de sécurité en Asie orientale

Dans le cadre de notre recherche, nous allons commencer par étudier la question de l'architecture de sécurité présente en Asie orientale en nous basant sur les actions de la Chine et de l'Inde. Nous tenterons de démontrer que ces deux États asiatiques sont bien deux grandes puissances. Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux ambitions communes de la Chine et de l'Inde. Dans un deuxième temps, nous porterons notre attention sur les caractéristiques propres à chacune. Nous mettrons en exergue que ces deux pays sont perçus comme des grandes puissances et qu'ils possèdent tous les deux les ressources nécessaires pour pénétrer un complexe voisin.

6.1.1 Les ambitions partagées de New Delhi et de Pékin

La Chine et l'Inde partagent des ambitions communes à propos de la région de l'Asie orientale. Elles veulent toutes les deux être des grandes puissances régionales au détriment de l'autre. New Delhi et Pékin partagent également la volonté de sécuriser leurs routes commerciales et de garantir leurs accès aux ressources naturelles indispensables pour leur développement.⁶⁵

Les enjeux sécuritaires ont toujours été une préoccupation fondamentale pour l'Inde et la Chine. La sécurisation et le contrôle de leurs frontières terrestres représentent un objectif partagé par ces deux puissances. Elles ont toujours porté un intérêt particulier dans l'amélioration de leur marine militaire, mais ce n'est que depuis peu qu'elles possèdent les moyens de leurs ambitions. Les investissements massifs au cours de ces dernières années au sein de leur flotte respective démontrent clairement des ambitions assumées de grande puissance régionale. En effet, le développement fulgurant de leurs économies amenées par la mondialisation – à partir de 1978 pour la Chine et de 1991 pour l'Inde — a permis à ces États de soutenir leur aspiration de puissance maritime. Il existe également

⁶⁵ MOHAN C. Raja, *Samudra Manthan : Sino-Indian Rivalry in the Indo-Pacific*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington D.C, 2012, pp.1-11

une nécessité pour ces deux États de sécuriser leurs voies maritimes où transite la majorité de leur commerce. Cette volonté d'acquérir une puissance maritime forte est également solidement ancrée au sein des élites politiques des deux pays. Cela est dû à l'influence de certains penseurs et stratèges navals étasuniens, comme Mahan. Ces États sont d'ailleurs prêts à investir des sommes importantes dans le budget de la défense afin de moderniser leurs flottes. Ainsi, durant la première décennie du XXI^{ème} siècle, New Delhi et Pékin ont respectivement dévoilé leur aspiration à acquérir au plus vite un porte-avions, ce qui leur permettrait d'avoir un meilleur contrôle des hautes mers. L'acquisition de cet appareil militaire est une démonstration de leur puissance et cela, malgré l'argument du développement pacifique soutenu par les élites des deux pays respectifs.⁶⁶

De surcroît, les croissances économiques indienne et chinoise dépendent fortement des ressources naturelles et énergiques extérieures à leurs frontières. Il est donc indispensable pour Pékin et pour New Delhi de s'assurer, d'une part, de la sécurité de son approvisionnement en matières premières, et d'autre part, d'entretenir de bonnes relations avec ces principaux partenaires économiques en Afrique et au Moyen-Orient. Ainsi, le déploiement des flottes chinoise et indienne contre la piraterie dans le secteur du golfe d'Aden suit cette logique. Ces interventions et cette course à l'armement démontrent une projection de leur puissance en dehors de leurs frontières politiques. Malgré le discours du développement pacifique tenu par les élites politiques chinoises et indiennes, les deux États essaient de limiter l'influence de l'autre. Ces deux États ont tous les deux tenté de jouer de leur influence auprès des États-Unis, de la Russie ou encore du Japon, afin d'avoir une prédominance sur l'autre. La rivalité entre l'Inde et la Chine n'est pas nouvelle, mais leur volonté de ne pas perdre leur statut de grande puissance régionale et le fort ressentiment national à l'intérieur de leur pays illustrent parfaitement le dilemme du prisonnier d'Albert W. Tucker, auquel font face ces deux États. L'aspiration commune de ces derniers à étendre leur influence dans le monde et à garantir l'accès aux ressources naturelles nécessaires à leur développement rend leurs relations problématiques et complexes.⁶⁷

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ Ibid., p.16

6.1.2 La République populaire de Chine

La montée en puissance de la Chine durant ces dernières années n'est plus à prouver. Elle a obtenu son indépendance le premier octobre 1949 proclamée par Mao Zedong. Elle possède également un siège permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. En 2010, la Chine, peuplée de 1.3 milliard d'habitants, première exportatrice de la planète et principale détentrice des bons du Trésor étasunien, est devenue la deuxième puissance économique en détrônant le Japon. Fort de ces atouts, Pékin pourrait bien faire vaciller l'hégémonie des États-Unis. La République populaire dispose par ailleurs de l'arme nucléaire et d'une force militaire conséquente. Actuellement gouvernée par le Parti communiste chinois sous la houlette de Xi Jinping, Pékin s'est engagée dans «une économie socialiste de marché». De nos jours, la Chine s'implique également de plus en plus dans la diplomatie internationale et régionale. Dans les dernières décennies, la Chine a accru sa présence au sein des institutions internationales. La diplomatie est aussi un outil utilisé par la Chine pour neutraliser l'influence grandissante de l'Inde en Asie.⁶⁸

Pékin possède de très grandes ambitions et un intérêt considérable pour l'Asie. Ses différentes actions dans l'océan Indien et en mer de Chine en sont la preuve. Xi Jinping a également affirmé que la Chine était prête à mettre tous les moyens en place pour défendre et pour préserver ses intérêts et droits maritimes dans ces régions. Il est donc évident que Pékin ne va pas être un simple spectateur face à une attaque en mer de Chine ou dans l'océan Indien.⁶⁹ Ceci explique en partie la politique de modernisation de la marine chinoise. Celle-ci lui permettra, à terme, de défendre ses revendications maritimes et de dissuader une quelconque ingérence. Cela empêchera également la mise en place d'un blocus économique et lui permettra d'annexer Taïwan par la force.⁷⁰ Le 26 mai 2015, la Chine publie son neuvième livre blanc de la Défense. La volonté d'avoir une armée plus performante est d'ailleurs assez explicite: «The Chinese Dream is to make the

⁶⁸ REHMAN, Iskander, « Keeping the Dragon at Bay : India's Counter-Containment of China in Asia », *Asian Security*, 5:2, 2009, p.121

⁶⁹ POH, Angela & LI, Mingjiang (2017), op.cit., p.86

⁷⁰ SHELDON-DUPLAIX, Alexandre & DUCHATEL, Mathieu, « Chine : une marine modernisée », *Diploweb*, Août 2012, [en ligne], consulté le 17.01.2017, URL : <http://www.diploweb.com/Chine-une-marine-modernisee.html>

country strong. China's armed forces take their dream of making the military strong as part of the Chinese Dream. Without a strong military, a country can be neither safe nor strong». ⁷¹ L'objectif à moyen terme de la Chine est clairement d'avoir une armée suffisamment puissante afin d'asseoir ces ambitions sur le continent et limiter l'émergence de l'Inde dans la région. Cela explique principalement sa volonté d'améliorer ses armées de terre, de l'air et particulièrement celle de mer. ⁷² L'internationalisation de son économie contraint l'Armée populaire de libération à élargir son champ d'action afin de sécuriser les voies maritimes nécessaires pour son commerce. Les dernières déclarations dans leur livre blanc mettent d'ailleurs en exergue la volonté de la Chine de devenir une puissance incontournable de la région. ⁷³

Ainsi, il est plus simple de comprendre les différentes actions prises par les autres États asiatiques et les États-Unis pour contenir la puissance chinoise. L'exemple le plus probant est certainement la politique du «pivot» adoptée par l'administration Obama. La volonté des États-Unis de se tourner vers l'Asie démontre bien qu'ils considèrent la Chine comme une grande puissance. Comme le souligne la secrétaire d'État de l'époque, Hilary Clinton:

«Strategically, maintaining peace and security across the Asia-Pacific is increasingly crucial to global progress, whether through defending freedom of navigation in the South China Sea, [...] or ensuring transparency in the military activities of the region's key players. [...] [The United States of America] have to guarantee that the defense capabilities and communications infrastructure of our alliances are operationally and materially capable of deterring provocation from the full spectrum of state and nonstate actors». ⁷⁴

⁷¹ THE STATE CONCIL INFORMATION OFFICE OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINE, « China's Military Strategy », Ministry of National Defense The People's Republic of China, Mai 2015, [en ligne], consulté le 15.07.17, URL : http://eng.mod.gov.cn/Press/2015-05/26/content_4586805.htm

⁷² GAZIBO, Mamoudou & ROROMME, Chantal, *Un nouvel ordre mondial, made in China ?*, Les presses universitaires de Montréal, Montréal, 2011, pp.71-94

⁷³ THE STATE CONCIL INFORMATION OFFICE OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINE (2015), op.cit.

⁷⁴ CLINTON, Hilary, « America's Pacific Century », Foreign Policy, Octobre 2011, [en ligne] consulté le 22.11.2017, URL : <http://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/>

La même année, l'Inde a également affirmé qu'elle allait s'investir davantage dans les affaires du Pacifique. Lors de la visite du Premier ministre vietnamien, Nguyen Tan Dung, le Premier ministre de l'Inde, Narendra Modi a affirmé:

«Since entering office, my government has promptly and purposefully intensified our engagement in the Asia Pacific region, which is critical to India's future. [...] Today, our partnership is important for promoting our nations' prosperity and essential for advancing peace and stability in our shared neighbourhood. We have shared interest in maritime security, including freedom of navigation and commerce and peaceful settlement of maritime disputes in accordance with international law».⁷⁵

Ainsi, nous pouvons comprendre la volonté de New Delhi d'accroître ses accords avec les États de cette région, comme une volonté de restreindre l'influence de Pékin dans la région. La sauvegarde de la stabilité et de la paix dans le proche voisinage sont clairement une attaque à l'encontre de la Chine. D'ailleurs, plusieurs pays de l'Est asiatique ont renforcé leur alliance avec l'Inde, dans le but de contrecarrer la puissance chinoise. Nous développerons les différentes alliances de l'Inde dans la deuxième section de notre analyse.

Tous ces éléments mettent clairement en évidence que la Chine est considérée comme une grande puissance. La politique du «pivot» de l'administration Obama et la politique de l'Inde dans la région du Pacifique démontrent la volonté de ces deux États de restreindre l'influence et les actions de Pékin dans la région. Ainsi, il s'agit d'un indicateur que ces deux États considèrent et perçoivent la Chine comme une grande puissance.

6.1.3 La République de l'Inde

L'Inde, tout comme son voisin du nord, est amenée à jouer un rôle important sur le continent asiatique. Elle a obtenu son indépendance le 15 août 1947, après une

⁷⁵ MODI, Narendra, « Media Statements by Prime Minister of India and Prime Minister of Vietnam in New Delhi », Ministry of External Affairs : Government of India, Octobre 2014, [en ligne], consulté le 22.11.2017, URL : <http://www.mea.gov.in/Speeches-Statements.htm?dtl/24143/media+statements+by+prime+minister+of+india+and+prime+minister+of+vietnam+in+new+delhi+october+28+2014>

lutte marquée contre l'empire britannique par la résistance non violente de Mahatma Gandhi. Trois ans plus tard, l'Inde est devenue une république parlementaire fédérale. Elle est d'ailleurs toujours considérée comme la plus grande démocratie du monde, au vu de sa démographie. Peu de temps après son indépendance, l'Inde s'affiche son opposition au monde bipolaire. En 1956, par exemple, plusieurs pays du Sud menés par l'État indien créent le mouvement des non-alignés pour illustrer leurs désaccords avec la situation internationale de l'époque. Ce pays connaît un fort taux de croissance économique et il est perçu comme un nouveau pays industrialisé. Toutefois, New Delhi se voit aussi confrontée à de nombreux défis qui mettent en péril son développement. La grandeur et la puissance de l'Inde ne sont néanmoins nullement mises en cause par ses élites. Celles-ci sont persuadées qu'elle pourra retrouver son prestige d'antan. Son développement économique, militaire et démographique ne fait que reconforter ces élites dans cette idée. New Delhi conduit d'ailleurs une politique et une diplomatie tous azimuts dans un monde qu'elle souhaite multipolaire. Sa volonté de réformer le système de l'Organisation des Nations Unies en est certainement la preuve la plus pertinente. En 1998, l'Inde entre officiellement dans le club restreint des pays militairement nucléarisés. Par ailleurs, l'Inde compte également sur sa politique diplomatique pour accroître son influence dans la région.⁷⁶

Avec la montée en puissance de New Delhi et l'augmentation de la présence chinoise en Asie, certains dirigeants indiens aspirent à la création d'une sphère défensive dans l'océan Indien. New Delhi considère l'océan Indien comme une zone préférentielle de sa géopolitique. Elle possède d'ailleurs un avantage considérable pour s'imposer comme la puissance dominante de ce vaste espace maritime. Sa position géographique privilégiée lui offre un avantage indéniable par rapport aux autres États, comme la Chine. L'Inde a adopté une stratégie en six points pour asseoir ces ambitions de puissance dominante dans l'océan Indien. Elle compte augmenter ses dépenses navales, renforcer ses infrastructures maritimes et accroître sa marine de guerre. Elle a également pour projets d'adopter une diplomatie maritime plus efficiente, de mener plus d'exercices

⁷⁶ LAMBALLE, Alain, « L'Inde, puissance mondiale ? », Diploweb, Mars 2017, [en ligne], consulté le 19.08.2017, URL : <https://www.diploweb.com/L-inde-puissance-mondiale.html>

maritimes et d'avoir un meilleur contrôle des zones clés de l'océan Indien — principalement des détroits de Malacca, d'Ormuz, de Bab-el-Mandeb et du Cap de Bonne Espérance.⁷⁷ L'Inde possède également des intérêts dans la région de l'Est asiatique. Par ce biais, elle lance la politique du regard vers l'Est au milieu des années 1990. Il s'agit d'ailleurs d'une politique très bien reçue par la plupart des États de cette région. La modernisation militaire est donc une prémisses importante pour satisfaire les ambitions de l'Inde dans l'océan Indien et dans la région du Pacifique.⁷⁸

L'Inde est un des principaux, si ce n'est le principal pays importateur d'armes au monde. L'armée indienne détiendrait entre 90 et 110 têtes nucléaires et tout un arsenal terrestre, maritime et aérien.⁷⁹ Ces dernières années, New Delhi a énormément investi dans ces équipements navals, principalement pour rivaliser avec la Chine et son influence grandissante dans les mers et les océans du monde. Le principal fournisseur de l'État indien est la Russie, mais cette situation est en pleine évolution. Le gouvernement indien se rapproche de la France et des États-Unis, tandis que la Russie se rapproche du Pakistan. Toutefois, dans une vision de long terme, l'Inde a l'ambition de s'autonomiser et de ne plus dépendre des industries étrangères. Ainsi, le 25 septembre 2014, le gouvernement lance l'initiative «*Make in India*». Les principales raisons du réarmement indien sont dues aux relations tendues qu'il entretient avec ses deux pays voisins, le Pakistan et la Chine.⁸⁰

L'Inde est également perçue comme une grande puissance. L'ancien président des États-Unis, Barack Obama a d'ailleurs affirmé, lors de sa visite en Inde en 2010, que l'Inde n'était pas uniquement un pays émergent, mais un État qui a déjà

⁷⁷ MOHAN C. Raja (2012), pp.49-48

⁷⁸ Ibid., pp.89-108

⁷⁹ GUILLON, Arthur, « Coopérations militaires et transferts d'armes de l'Inde et du Pakistan », *Note d'analyse du GRIP*, 2015, Bruxelles

⁸⁰ JAFFRELOT, Christophe, « L'Inde en quête de puissance... mais quelle puissance et à quelle fin ? », CERISCOPE Puissance, 2003, [en ligne], consulté le 14.01.2017, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/1-inde-en-quete-de-puissance>

émergé, et qu'il se réjouissait du rôle important qu'allait désormais jouer l'Inde sur la scène mondiale.⁸¹ Il ajoute d'ailleurs:

«Like your neighbors in Southeast Asia, we want India not only to “look East,” we want India to “engage East” — because it will increase the security and prosperity of all our nations. As two global leaders, the United States and India can partner for global security».⁸²

Les États-Unis considèrent donc l'Inde comme une grande puissance ayant la capacité d'intervenir en Asie de l'Est pour restreindre la montée et l'influence de son voisin chinois. Les pays de l'Est asiatique considèrent également l'Inde comme une grande puissance et estiment la présence indienne loin de ses territoires comme légitime. D'ailleurs, plusieurs États de cette région ont des accords militaires avec l'Inde, puisque ces derniers considèrent l'Inde comme une grande puissance qui peut limiter la menace chinoise. En outre, plusieurs pays de cette région – Brunei, Cambodge, Laos, Malaise, Singapour, et Viêt Nam — soutiennent ouvertement l'Inde dans sa volonté d'entrer au sein du Conseil de sécurité comme membre permanent.⁸³

La TCRS donne deux critères pour être considéré comme une grande puissance. Le premier est d'être perçu en tant que tel par d'autres États et le second est la possibilité d'intervenir dans un complexe voisin. Au travers de ces éléments, nous pouvons conclure que la Chine et l'Inde sont bien perçues comme des grandes puissances par d'autres États. Il faut désormais s'assurer que la Chine intervient militairement dans le complexe de l'Inde et *vice-versa*. Si le second critère est rempli, nous pourrions alors affirmer que ces deux États sont des grandes puissances dans le sens donné par Buzan et Waever.

⁸¹ OBAMA, Barack, «Remarks by the President to the Joint Session of the Indian Parliament in New Delhi, India», The White House : President Barack Obama, Novembre 2010, [en ligne], consulté le 23.11.2017, URL : <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/11/08/remarks-president-joint-session-indian-parliament-new-delhi-india>

⁸² Ibid.

⁸³ PARDESI, Manjeet S., « Is India a Great Power? Understanding Great Power Status in Contemporary International Relations », *Asian Security*, 11:1, 2015, pp.1-30

6.1.4 Les dynamiques de sécurité entre les complexes d'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud

Comme vu précédemment, la TCRS perçoit l'Asie comme étant divisée en deux complexes: celui du Sud et celui de l'Est. Nous essayerons de prouver qu'aujourd'hui, il existe bien une interaction entre ces deux régions et qu'elles tendent à fusionner. Pour démontrer cela, nous allons mettre en exergue que l'Inde intervient dans le complexe de l'Asie de l'Est et que la Chine dans celui du Sud. Au sein de cette section, nous allons, en d'autres termes, tenter de démontrer que ces deux États ont la capacité militaire d'envoyer des troupes en dehors de leurs frontières et plus précisément dans le complexe de l'autre. Si c'est le cas, nous pourrions affirmer qu'il existe bien une dynamique de sécurité interrégionale entre le complexe du Sud et celui de l'Est, si bien que l'architecture de sécurité en Asie orientale s'apparenterait à un supercomplexe.

6.1.4.1 Présence de la Chine dans le complexe de l'Asie du Sud

Il existe dans la littérature une multitude de faits montrant l'intervention de la Chine dans le complexe de l'Asie du Sud. En effet, nous avons déjà souligné quelques éléments dans notre revue de littérature qui soulignent son intervention dans l'océan Indien. La présence de la Chine, selon son discours officiel, se justifie par le désir de protéger ses intérêts économiques dans la région.⁸⁴ Néanmoins, il est également intéressant de préciser que certains experts chinois perçoivent l'Inde comme une rivale potentielle à qui il n'est pas possible de faire confiance. C'est d'ailleurs ce que souligne Zhang Guihong, ancien diplomate chinois auprès des Nations Unies et expert de la sécurité internationale: «An emerging India does mean a strong competitor for China from South, West, Southeast and Central Asia to Indian and Pacific Oceans where their interests and influences will clash»⁸⁵. La volonté de limiter l'influence de New Delhi dans la région explique ce renforcement de la politique de l'endiguement de l'Inde par la Chine.

⁸⁴ THE STATE CONCIL INFORMATION OFFICE OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINE (2015), op.cit.

⁸⁵ GUIHONG, Zang, « US-India Strategic Partnership: Implications for China », *International Studies*, 42/3-4, 2005, p. 289

L'intervention de Pékin dans l'océan Indien n'est évidemment pas bien perçue par New Delhi. Comme l'écrit Gurmeet Kanwal, officier indien et expert en sécurité asiatique:

« [The Chinese activities] clearly indicate that concerted efforts are underway aimed at the strategic encirclement of India [. . .] quite obviously designed to marginalise India in the long-term and reduce India to the status of a sub-regional power [. . .] it [China] is unlikely to countenance India's aspirations to become a major [...] power in the Asia-Pacific region». ⁸⁶

Ce sentiment est partagé par un grand nombre d'experts indiens. La crainte de ces derniers n'est pas complètement infondée, car les forces chinoises sont effectivement tout autour de l'Inde. La Chine possède un accès privilégié à l'ouest de l'Inde notamment grâce à son alliance avec Islamabad. En 2004, la Chine et le Pakistan mènent des exercices militaires conjoints dans la région du Xinjiang. Il existe également des craintes indiennes que la Chine utilise le port pakistanais de Gwadar comme une base arrière pour amarrer des navires militaires. La présence de la Chine dans l'océan Indien stresse l'Inde par le sud. La politique du «Collier de perles» est de créer une série de ports entre la baie du Bengale jusqu'à la mer Arabique. Cette politique est perçue par certains experts indiens comme une menace. De plus, la politique maritime menée par la Chine près du détroit de Malacca menace l'Inde par l'est. La présence des forces chinoises sur Coco Island attise également la méfiance de l'Inde. D'ailleurs, la marine chinoise renforce sa présence dans l'océan Indien au travers de sa lutte contre la piraterie. Elle envoie des sous-marins et des bâtiments amphibies pour sécuriser la région. «En 2014 et 2015, deux sous-marins conventionnels chinois classe *YUAN* relâchent à Colombo (Sri Lanka) et à Karachi (Pakistan) tandis qu'un nouveau sous-marin nucléaire d'attaque classe *SHANG* participe à une mission anti-piraterie». ⁸⁷

Finalement, le contrôle du Tibet offre une position géostratégique indéniable pour Pékin qui a, en effet, directement pris le contrôle du Tibet dans les années 1950.

⁸⁶ KANWAL, Gurmeet, « China's Long March to World Power Status », *Strategic Analysis*, 22/11,1999, pp. 1720–1721

⁸⁷ SHELDON-DUPLAIX, Alexandre, « Les capacités de projection des marines indienne et chinoise », *Stratégique*, 2017/1, N°114, p.141

En outre, des projets de construction militaires au Tibet ont même été organisés.⁸⁸ David Scott souligne cet effet de menace en disant: «Installation of medium range missiles lets the [People's Republic of China] immediately and easily threaten India, whereas the main centres of China, like Beijing, Shanghai, and Guangzhou, remain far away from India ».⁸⁹ En d'autres termes, en cas de conflit avec l'Inde, la Chine pourra sans grande difficulté l'attaquer et, par conséquent, pénétrer son complexe.

Ces différents éléments démontrent clairement que la Chine possède les moyens pour intervenir dans un complexe autre que le sien. Ses équipements militaires et son positionnement dans la région du Tibet lui offrent aussi un avantage géostratégique considérable pour intervenir dans le complexe de l'Asie du Sud. Nous pouvons donc considérer la Chine comme une grande puissance qui possède les ressources matérielles nécessaires pour intervenir dans un complexe voisin.

6.1.4.2 Présence de l'Inde dans le complexe de l'Asie de l'Est.

Au sein de cette section, nous allons voir comment l'Inde intervient dans le complexe de l'Asie de l'Est. La politique du regard vers l'Est de l'Inde a été formulée pour la première fois dans le milieu des années 1990. Elle était originellement destinée à des fins économiques avec les États de l'Asie du Sud-Est. Néanmoins, cette coopération prend une autre tournure dans les années 2000 avec des considérations plus sécuritaires. Selon le rapport de la *India's Maritime Military Strategy* de 2007, New Delhi définit la mer de Chine comme une zone stratégique pour l'Inde. C'est ce que Scott indique dans sa phrase: «India's Chief of Naval Staff Admiral Joshi made that clear in December 2012 when he announced that the Indian navy could and would be deployed to the South China Sea to defend Indian energy security interests there».⁹⁰ L'Inde est toujours un cran derrière la Chine d'un point de vue militaire, car elle ne possède pas les moyens de complètement d'encercler le territoire chinois. Cependant, les forces maritimes

⁸⁸ SCOTT, David, « The Great Power « Great Game » between India and China : « the Logic of Geography » », *Geopolitics*, 2008, 13:1, pp. 1-26

⁸⁹ *Ibid.*, p.5

⁹⁰ SCOTT, David, « India's Incremental Balancing in the South China Sea », *E-International Relation*, Juillet 2015, [en ligne], consulté le 10.10.2017, URL : <http://www.e-ir.info/2015/07/26/indias-incremental-balancing-in-the-south-china-sea/>

indiennes sont tout de même présentes en mer de Chine méridionale et sont capables d'intervenir dans cette région du globe. Elles organisent des exercices militaires avec plusieurs États de l'est asiatique. En 1994, par exemple, l'Inde conclut un accord de défense commun avec le Viêt Nam qui sera renforcé en 2000. New Delhi a même obtenu l'autorisation d'amarrer ses navires militaires à Cam Rahn au Viêt Nam, non loin des territoires revendiqués par la Chine. La marine indienne a été déployée dans la mer de Chine méridionale depuis les années 2000. Généralement deux fois par année, elle mène des exercices militaires de manière unilatérale ou bilatérale avec les États de la région. L'Inde participe aussi des exercices militaires conjoints avec le Japon et les États-Unis dans la baie du Bengale et dans le Pacifique. L'exercice Malabar a d'ailleurs débuté en 1992. Il était à l'origine un exercice annuel entre les marines étasuniennes et indiennes, avec la participation occasionnelle d'autres États, comme Singapour, l'Australie ou le Japon. Ce dernier pays est devenu un membre permanent de ces exercices en 2015.⁹¹ Selon Scott, l'Inde essaierait de mettre en place un réseau maritime militaire avec la collaboration de Taïwan, du Viêt Nam, de Singapour et du Japon.⁹² En 2011, toutes ces activités maritimes ont d'ailleurs provoqué les critiques de Pékin. Selon la Chine, un navire indien, l'*INS Shardul*, était même entré dans les eaux territoriales revendiquées par la Chine.⁹³ En automne 2017, l'Inde envoie des navires militaires, comme la frégate furtive, *INS Satupra* et la corvette anti-sous-marine *INS Kadmatt*, dans le complexe de l'Asie de l'Est pour des visites officielles et des exercices communs avec ses alliés de la région.⁹⁴ D'ailleurs, le *Theatre Level Readiness and Operational Exercise* (TROPEX) est un exercice annuel de l'Inde dans l'océan Indien impliquant ces trois forces militaires. En 2017, l'exercice a mobilisé 60 navires militaires, 5 sous-marins et 70 avions de chasse.⁹⁵ Il s'agit clairement d'une démonstration de puissance de l'État indien envers la Chine et le Pakistan. Certaines années, ces exercices sont

⁹¹ GADY, Franz-Stefan, « Indian, Japan Set to Deepen Anti-Submarine Warfare Cooperation », *The Diplomat*, Septembre 2017, [en ligne], consulté le 01.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/09/india-japan-set-to-deepen-anti-submarine-warfare-cooperation/>

⁹² SCOTT, David (2008), op.cit.

⁹³ SCOTT, David (2015), op.cit.

⁹⁴ PARAMESWARAN, Prashanth, « Indian Warship Makes Brunei Visit Amid ASEAN Anniversary », *The Diplomat*, Novembre 2017, [en ligne], consulté le 01.12.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/11/india-warship-makes-brunei-visit-amid-asean-anniversary/>

⁹⁵ GADY, Franz-Stefan, « Indian Navy Practices Sinking Chinese Subs in Largest-Ever Military Exercise », *The Diplomat*, Février 2017, [en ligne], consulté le 01.12.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/02/indian-navy-practices-sinking-chinese-subs-in-largest-ever-military-exercise/>

menés non loin du détroit de Malacca, dans la région de l'est de l'océan indien.⁹⁶ Il est donc, selon nous, tout à fait possible, pour l'Inde, d'intervenir militairement pour défendre ses intérêts ou venir en aide à ses alliés de la région, dans le cas d'une escalade militaire en Asie du Sud-Est.

Au travers de ces faits, nous pouvons clairement affirmer que l'Inde intervient dans le complexe de l'Asie de l'Est et possède également la capacité d'intervenir militairement en cas de besoin. Cela démontre bien que New Delhi possède, comme Pékin, les ressources nécessaires pour pénétrer un complexe voisin. Il est donc correct de considérer l'Inde comme une grande puissance.

6.1.5 L'Asie orientale est-elle un supercomplexe?

Dans cette section, nous allons tenter de comprendre l'architecture de sécurité présente en Asie. D'après la TCRS de Buzan et Waeber, ce continent s'apparenterait à un supercomplexe. Les auteurs attribuent ce terme au fait qu'il y ait la présence de fortes dynamiques de sécurité interrégionale provenant des grandes puissances dans des régions voisines. Les deux zones vont, par conséquent, tendre à fusionner en une seule zone. Ainsi, pour que l'Asie soit considérée comme un supercomplexe, la première condition à remplir est la présence de plusieurs grandes puissances. Quant à la seconde, il s'agit de l'interaction entre plusieurs complexes. La Chine et l'Inde peuvent être considérées comme de grandes puissances. Selon la TCRS, une caractéristique d'une grande puissance est sa capacité à intervenir dans un complexe voisin. Les différentes interventions de la Chine dans le complexe de l'Asie du Sud et celles de l'Inde dans la région voisine prouvent une fois de plus que ces deux États peuvent être considérés comme de grandes puissances. Ceci étant, il est tout de même important de souligner que les deux puissances asiatiques ne sont pas équivalentes. Selon nous, les forces chinoises pourraient lancer une attaque sans le soutien d'aucun autre pays de la région, comme ce fut le cas durant le conflit de 1962 qui l'opposa à l'Inde. Néanmoins, cette dernière ne pourrait pas, selon toute vraisemblance, mener une offensive unilatérale sans le soutien de ses alliés dans le complexe de l'Asie de l'Est. Buzan et Waeber ne font pas de distinction entre la

⁹⁶ Ibid.

puissance réelle des différentes grandes puissances. Une étude annexe à ce travail de recherche nous permettrait de mieux approfondir ce sujet. Toutefois, au sein de cette recherche, la Chine et l'Inde remplissent les critères pour être considérées comme de grandes puissances. De plus, au travers de ces différents éléments, il est évident qu'il existe une dynamique de sécurité forte entre le complexe de l'Asie du Sud et celui de l'Asie de l'Est. La sécurité des routes commerciales présentes dans la région de «l'Indo-Pacifique» est un enjeu majeur pour tous les États asiatiques, tout particulièrement pour la Chine et pour l'Inde. Nombre d'entre eux perçoivent également la montée de la puissance chinoise comme une menace. C'est en partie ce qui explique l'équilibre des puissances régionales. Il est vrai qu'il n'existe pas une architecture de sécurité bien distincte en Asie orientale. Néanmoins, au travers des thèses de Buzan et de Waeber, nous pouvons considérer que ce continent est un supercomplexe, comme le démontre aussi, dans une certaine mesure, le terme «Indo-Pacifique», confirmant ainsi notre première hypothèse.

6.2 Équilibre des puissances régionales

Les ambitions partagées de la Chine et de l'Inde sur le continent asiatique induisent une compétition entre ces deux États. Nous allons au sein de cette section nous intéresser aux différentes alliances de la Chine et de l'Inde. Ceci va nous permettre de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse qu'il existe bien un jeu d'équilibre des puissances dans le supercomplexe asiatique. Si notre hypothèse est vérifiée, nous pourrions ainsi conclure que ce phénomène de polarité est aussi présent dans l'océan Indien entre New Delhi et Pékin.

6.2.1 Les alliances de la Chine

La Chine est perçue par plusieurs États asiatiques comme une menace et donc une puissance rivale plutôt que comme une alliée. Ces dernières années, nous apercevons néanmoins un rapprochement de certains pays de l'Est asiatique avec la Chine. En mai 2016, par exemple, un exercice militaire nommé *Blue Strike* est mené conjointement par les forces maritimes chinoises et thaïlandaises. De plus,

en juillet de la même année, le gouvernement thaïlandais passe une commande de trois sous-marins à la Chine.⁹⁷

Le Pakistan est également un acteur géostratégique central pour la Chine. Islamabad est effectivement un allié de premier ordre pour Pékin pour contrer la montée de la puissance indienne dans la région. Malgré l'ouverture d'un dialogue entre Islamabad et New Delhi, l'Inde observe avec méfiance le rapprochement de plus en plus accru entre le Pakistan et la Chine. Cette dernière a développé et entretient des relations économiques et militaires très étroites avec Islamabad.⁹⁸ Le politologue et spécialiste sur les questions relatives aux armes nucléaires Iskander Rehman le souligne en expliquant:

«Beijing has proven itself to be the most reliable economic partner and arms supplier to Islamabad over the years, providing it with military equipment and economic aid when no one else would; after the 1965 war, when the US cut off its military aid, or in the late 1990s, when Pakistan was isolated».⁹⁹

La Chine a, en outre, activement assisté le Pakistan dans son acquisition de l'arme nucléaire. Selon Iskander Rehman, la Chine aurait aidé le Pakistan afin de limiter la montée en puissance de l'Inde en Asie. Il écrit: «China's strategy is to divert India's attention from East Asia and to prevent it from reaching out beyond South Asia, by keeping it focused on the western front, and by using Pakistan as a form of "proxy deterrent" against India in its own backyard».¹⁰⁰ En 2005, les forces navales chinoises ont conduit leur premier exercice militaire dans l'océan Indien conjointement avec la marine pakistanaise. L'année suivante, une étape supplémentaire est franchie en matière de coopération entre la Chine et le Pakistan. Ils ratifient officiellement le traité de l'amitié, de la coopération et des relations de bon voisinage entre les deux pays. Celui-là stipule explicitement que les deux États ne peuvent rejoindre une alliance ou une coalition qui pourrait mettre en péril la souveraineté, la sécurité ou l'intégrité territoriale de l'autre État:

⁹⁷ DUBUS, Arnaud, « Chine-Birmanie et Chine- Thaïlande : un triangle asymétrique », *Note d'actualité*, n°10/16 de l'Observatoire de la Chine, 2016, pp. 1-6

⁹⁸ STRUYE DE SWIELANDE, Tanguy, « Inde-Chine : concurrence dans le voisinage », *Note d'analyse No.8*, Chaire InBev Bailler-Latour, 2010, p.3-35

⁹⁹ REHMAN, Iskander (2009), *op.cit.*, p.117

¹⁰⁰ *Ibid.*, p.118

«Beijing's efforts to assist Pakistan as a peer competitor to India in South Asia show that despite certain improvements in Sino-Indian relations, Beijing remains subject to realist balance-of-power considerations in its dealings with its neighbor».¹⁰¹

L'intérêt de la Chine pour le Bangladesh n'est pas non plus à sous-estimer. Il possède des importantes réserves de gaz et offre une position stratégique importante à la Chine. Cette dernière a d'ailleurs conclu un accord militaire en 2002 et depuis, l'armement bangladais est principalement composé de matériel chinois.¹⁰²

La coopération militaire entre le Pakistan et la Chine est certainement l'élément le plus parlant pour comprendre la volonté de Pékin d'entraver la montée en puissance de l'Inde sur le continent asiatique. Cette alliance entre clairement dans le jeu des équilibres des puissances.

6.2.2 Les alliances de l'Inde

Durant ces dernières années, New Delhi renforce également ses alliances avec certains États de l'Asie de l'Est afin de limiter l'influence de Pékin sur le continent asiatique. L'Inde possède des accords militaires et maritimes avec notamment le Viêt Nam, les Philippines et le Japon. Elle a aussi établi des partenariats de sécurité avec des États en dehors de l'Asie, mais qui possèdent des intérêts majeurs sur ce continent, comme les États-Unis ou l'Australie. L'auteur Scott écrit à cet égard: «India's strategic-military arrangements with Vietnam, the US, Japan and Australia are implicitly China-centric, with an unstated but nevertheless apparent China-focus, and with increasing significance for the balance of power in [Asia]».¹⁰³

Le Viêt Nam est un partenaire privilégié de l'Inde. C'est ce que souligne Scott dans son analyse: « By cultivating a resolute Vietnam as a close regional ally and

¹⁰¹ Ibid., p.119

¹⁰² STRUYE DE SWIELANDE, Tanguy (2010), op.cit.

¹⁰³ SCOTT, David (2015), op.cit.

security partner in the manner China has done Pakistan, India can pay back Beijing in the same coin”, for there was a “Vietnam card” able to be played against China». ¹⁰⁴ L’alliance entre ces deux États est clairement conçue pour limiter la montée en force de Pékin. En 2000, George Fernandes, le ministre de la Défense indien, signe un protocole avec le Viêt Nam. L’Inde s’engage à assister le Viêt Nam dans sa modernisation militaire et à intensifier la coopération entre les deux pays. Les accords de la *Cooperation Framework* de 2003 et le *Strategic Partnership* de 2007 renforcent encore plus le soutien militaire entre les deux pays. En 2014, le président indien de l’époque et le Premier ministre du Viêt Nam ont tous les deux souligné l’importance de préserver la liberté de naviguer en mer de Chine méridionale, et l’importance du respect des normes maritimes internationales. La même année, il y eut également un accroissement du soutien militaire de l’Inde à la marine vietnamienne. D’un point de vue indien, son alliance avec le Viêt Nam est de limiter les moyens d’actions militaires de la Chine. Scott mentionne d’ailleurs que: «Vietnam serves as a barrier to Chinese domination of the South China Sea, from where Beijing would be able to project power up through the Strait of Malacca into the Indian Ocean. [...] Vietnam can put pressure on China’s southern flanks, and give China a two-front challenge». ¹⁰⁵

L’Inde développe aussi des partenariats plus étroits avec les États-Unis, le Japon et l’Australie. Les discussions de défense en 2015 avec le Secrétaire à la Défense des États-Unis, Ashton Carter, ont permis de mettre en place des accords de défense entre les deux pays. Il est d’ailleurs intéressant de noter que le commandement pacifique des États-Unis (PACOM) incite l’Inde à accroître sa présence dans la zone de la mer de Chine méridionale. L’Inde s’est rapprochée des États-Unis dans les années 2000 et cela malgré la réticence de ces derniers sur l’acquisition de l’arme nucléaire par l’Inde. Après vingt-deux ans d’absence, le président Bill Clinton, pour la première fois, se rend en 2000 en Inde pour une visite diplomatique. Il faut toutefois attendre l’administration de Georges W. Bush pour que les relations entre Washington et New Delhi évoluent de manière significative. Le président étasunien a relevé les sanctions liées au développement nucléaire de l’Inde, ouvert la porte pour à la coopération technologique et a

¹⁰⁴ SCOTT, David (2008), op.cit., p.10

¹⁰⁵ SCOTT, David (2015), op.cit.

promis son soutien pour sa lutte contre le terrorisme dans la région. Les États-Unis se sont également distanciés du Pakistan dans le différend du Cachemire. Le soutien de la première puissance mondiale permet à l'Inde de faire un contrepoids à la Chine, car, malgré son développement militaire, elle ne possède pas encore les mêmes ressources militaires que sa voisine chinoise. New Delhi a d'ailleurs soutenu l'administration Bush, notamment lors du cas de la Cour pénale internationale et sur les moyens «alternatifs» pour lutter contre le réchauffement climatique amenés par Washington. Toutefois, un des piliers du rapprochement entre les États-Unis et l'Inde reste le domaine sécuritaire. Un an après que les États-Unis déclarent l'Inde comme «un allié majeur en dehors de l'OTAN», les deux pays signent en 2005, l'accord *New Framework in the India-US Defense Relationship* qui marque un jalon important de leur relation. Cet accord met en place un programme décennal basé sur l'accroissement de leur coopération dans le domaine de la défense.¹⁰⁶ Saint-Mézard indique que: «Le partenariat indo-américain s'est donc construit sur une vision commune de la stabilité en Asie, l'objectif étant d'engager une coopération bilatérale approfondie pour assurer la sécurité d'un vaste espace comprenant la région de l'océan Indien».¹⁰⁷ Tout en construisant un partenariat stratégique avec l'Inde, Washington incite ses alliés en Asie à se rapprocher de New Delhi.

Ainsi, il n'est pas étonnant de constater le rapprochement diplomatique et militaire entre New Delhi et Tokyo. Les relations entre ceux-ci n'ont pas toujours été cordiales. En effet, le Japon, tout comme l'Australie et les États-Unis, ont été très critiques envers l'Inde lors de ses tests nucléaires en 1998. Le Japon a d'ailleurs suspendu les aides et les prêts qu'il allouait à l'Inde. Dans les années 2000, la situation s'apaise, et durant la visite en Inde du Premier ministre japonais de l'époque, Yoshi Mori, il s'est abstenu d'amener les enjeux nucléaires sur la table. Il annonce le rétablissement de certaines aides et établit un partenariat indo-japonais axé sur le commerce et la sécurité entre les deux pays. Durant les années suivantes, les deux pays renforcent leur coopération militaire et multiplient les visites officielles. Ce rapprochement coïncide également avec la détérioration

¹⁰⁶ STRUYE DE SWIELANDE, Tanguy (2010), op.cit., p.3-35

¹⁰⁷ SAINT-MÉZARD, Isabelle, « L'Inde en Asie de l'Est : engagement sous réserve ? », *Politique étrangère*, 2012/2, p.363

des relations sino-japonaises. Par ailleurs, les marines indienne et japonaise ont mené plusieurs exercices conjoints dans le cadre de la *JIMEX Japan-India Maritime exercises*, dans le Pacifique en 2012 et 2014, et dans la baie du Bengale en 2013 et en 2015. Cette année-là, l'Inde mène d'autres exercices militaires dans la même région avec l'Australie. Le rapprochement entre ces deux pays débute en 2006, lors de la signature du pacte de coopération de sécurité maritime, de recherche militaire et de développement.¹⁰⁸

L'Inde noue également des liens diplomatiques et militaires avec la Mongolie. Tout comme le Viêt Nam, elle représente une partenaire privilégiée de New Delhi. En 2001, ces deux États signent un accord de défense et de coopération. Depuis lors, les visites officielles se multiplient entre les deux pays et leur coopération militaire se renforce. L'Inde possède même des accords pour installer des radars balistiques en Mongolie afin de surveiller les agissements militaires de la Chine dans la région. L'Inde possède aussi un partenariat militaire et de sécurité avec Singapour. La coopération entre les deux pays date des années 1990. Un accord de coopération et de défense est signé en 2003. Deux ans plus tard, un exercice naval conjoint est mené dans la région de la mer de Chine méridionale, près des territoires revendiqués par la Chine. Par ailleurs, pour la première fois de son histoire, l'Inde a autorisé Singapour à stationner des troupes militaires sur son territoire. Elles sont présentes depuis 2007 dans la base militaire de Kaliaikunda, au Bengale.¹⁰⁹

Au travers des différentes alliances militaires de l'Inde, nous pouvons affirmer qu'il existe bien un équilibre des puissances à l'encontre de la puissance chinoise.

6.2.3 La lutte d'influence de New Delhi et de Pékin dans l'océan Indien

Plusieurs États du sous-continent indien présentent un avantage géostratégique considérable pour la Chine et pour l'Inde. Elles ont d'ailleurs toutes les deux compris l'importance de s'allier avec ces États. Le Népal et le Bhoutan sont considérés comme des États tampons vu leur positionnement géographique. Ceux-

¹⁰⁸ REHMAN, Iskander (2009), op.cit. & SCOTT, David (2015), op.cit.

¹⁰⁹ Ibid.

ci restent pour New Delhi et Pékin des zones d'influence d'une grande importance, compte tenu de leur proximité à la zone de conflit dans l'Arunachal Pradesh. Même si New Delhi considère le Népal comme étant dans sa sphère d'influence, les relations entre les deux se sont fortement tendues. Depuis quelques années, la Chine accroît son influence politique et économique dans le pays. Plusieurs projets de construction ferroviaires et routiers sont financés par Pékin; le but étant de relier le Népal au Tibet. Le Bhoutan, quant à lui, est toujours proche de l'Inde, dont il dépend pour sa défense. En effet, il ne possède pas une force militaire suffisante pour assurer seul la défense de son territoire. Les récents incidents survenus en juin dernier sur le plateau de Doklam à la frontière ouest du Bhoutan avec la Chine soulignent une fois encore la force de l'alliance militaire entre New Delhi et Thimphu. L'armée indienne a été déployée peu de temps après l'arrivée d'une troupe militaire chinoise sur le plateau bhoutanais.¹¹⁰

Deux autres États centraux dans cette région sont l'Iran et l'Afghanistan. L'Inde a d'ailleurs investi ces dernières années au sein de son port de Karwar pour prévenir contre une attaque pakistanaise et du port iranien de Chabahar. Téhéran et New Delhi effectuent aussi des exercices militaires conjoints. Un rapprochement avec l'Iran permettrait à l'Inde d'avoir un accès privilégié aux ressources présentes en Asie centrale. Depuis ces dernières années, la Chine s'est également rapprochée de l'Iran. Ils ont d'ailleurs signé en 2016 un accord pour des entraînements militaires conjoints et des opérations de contre-terrorisme.¹¹¹ L'Afghanistan possède aussi une place stratégique dans cette région. Pour Pékin, avoir de bonnes relations avec celui-ci lui offrirait un meilleur contrôle sur les routes des ressources énergétiques et la route maritime de soie. Pékin est diplomatiquement et économiquement engagé en Afghanistan depuis 2001. Néanmoins, c'est depuis la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale afghan, en 2014, que la Chine est aussi engagée dans le domaine sécuritaire de l'Afghanistan. Toutefois, il faut voir ce rapprochement de manière pragmatique, car la relation de sécurité

¹¹⁰ ZAUGG, Julie, « Pékin et new Delhi sont à deux doigts de l'affrontement armé », Le Temps, Août 2017, [en ligne], consulté le 05.11.2017, URL : <https://www.letemps.ch/monde/2017/08/17/pekin-new-delhi-deux-doigts-laffrontement-arme-1>

¹¹¹ GADY, Franz-Stefan, « Iran, China Sign Military Cooperation Agreement », The Diplomat, Novembre 2016, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2016/11/iran-china-sign-military-cooperation-agreement/>

entre ces deux pays n'est pas encore suffisante pour combler les besoins de l'Afghanistan.¹¹² Quant à l'Inde, cet État serait un allié de taille contre le Pakistan, en vue de sa position géographique et donnerait, par la même occasion, un avantage stratégique sur la Chine. Néanmoins, ces dernières années, l'Inde est réticente à allouer des aides militaires à l'Afghanistan.¹¹³

Le Myanmar représente aussi un enjeu géostratégique majeur pour les deux géants asiatiques. Une alliance durable avec celui-ci permettrait à Pékin d'assurer l'acheminement des ressources nécessaires pour le développement de son économie car, de nos jours, la majorité de son énergie transite par l'océan Indien et par le détroit de Malacca. Il s'agirait donc pour Pékin d'une voie alternative pour l'acheminement de ses ressources. La Chine possède d'ailleurs des ambitions pour toute la région du Mékong, notamment en termes économiques et militaires. Cette zone devient, par conséquent, une région stratégique et d'influence pour la Chine. Cette dernière a d'ailleurs organisé ses premiers exercices militaires conjoints en mai 2017 avec le Myanmar.¹¹⁴ L'Inde adopte une politique semblable à celle de la Chine, afin de ne pas perdre de terrain dans cette course à l'influence. Ces dernières années, New Delhi s'est activement rapproché de Naypyidaw surtout d'un point de vue militaire. Par exemple, en 2015, l'Inde a pris l'engagement de soutenir la modernisation de la marine du Myanmar.¹¹⁵

Le rapprochement entre la Chine et le Sri Lanka n'a pas échappé à l'Inde. En effet, cette dernière considère celui-ci comme étant dans sa sphère d'influence. Cependant, le refus de New Delhi d'armer les forces militaires sri lankaises durant la guerre civile a laissé le champ libre à la Chine. Cette dernière a également soutenu le pays dans la construction d'infrastructures, comme l'aéroport de

¹¹² KHALIL, Ahmad B., « The Rise of China-Afghanistan Security Relations », *The Diplomat*, Juin 2016, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2016/06/the-rise-of-china-afghanistan-security-relations/>

¹¹³ MUJADDIDI, Ghulam F., « India's Cautious Engagemetn Is Costly for Afghanistan and the Region », *The Diplomat*, Mars 2017, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/03/indias-cautious-engagement-is-costly-for-afghanistan-and-the-region/>

¹¹⁴ PARAMESWARAN, Prashanth, « China Holds First Naval Exercice With Myanmar », *The Diplomat*, Mai 2017, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/05/china-holds-first-naval-exercise-with-myanmar/>

¹¹⁵ CHOUDHURY, Angshuman, « Unpacking the Myanmar Commander-in-Chief's Grand India Visit », *The Diplomat*, Julliet 2017, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/07/unpacking-the-myanmar-commander-in-chiefs-grand-india-visit/>

Mattala et le port de Hambanthota.¹¹⁶ D'ailleurs, en 2014, le Sri Lanka a autorisé un sous-marin militaire chinois à amarrer dans le port de Colombo. Trois ans plus tard, la même requête est refusée par le Sri Lanka par crainte de contrarier l'Inde. La Chine s'est également rapprochée de Madagascar, de l'île Maurice, des Seychelles et des Maldives. Face à ces actions, l'Inde a alors multiplié, ces dernières années, les visites diplomatiques dans ces mêmes États afin de ne pas perdre du terrain face à la Chine.¹¹⁷

Au travers des différentes alliances de la Chine et de l'Inde, nous pouvons considérer qu'il existe bien une rivalité entre ces deux puissances dans le supercomplexe asiatique. L'alliance sino-pakistanaise et celle vietnamo-indienne suivent clairement cette logique. Ces alliances permettent à New Delhi et à Pékin d'avoir une présence militaire dans la zone privilégiée de l'autre, à savoir de l'océan Indien et de la mer de Chine méridionale. Les différentes alliances de l'Inde avec les États de l'est asiatique répondent également à cette volonté de limiter les ambitions expansionnistes de la Chine dans la région. Pékin mène aussi une politique d'endiguement à l'encontre de l'Inde, à travers ses alliances avec le Pakistan et le Bangladesh.¹¹⁸ Comme le souligne Tanguy Struye de Swielande: «Les objectifs chinois sont clairs: avoir de bonnes relations avec les régimes en place afin de contenir l'Inde, accroître ses relations [...] sécuritaires et développer des voies alternatives au Détroit de Malacca».¹¹⁹ D'un point de vue géostratégique, les relations entre ces deux puissances se caractérisent par des tensions importantes, dont l'objectif est de limiter l'influence de l'autre.

Dans la région de l'océan Indien, il existe également une lutte d'influence entre ces deux puissances. Même si certains États ne possèdent pas de ligne directrice claire par rapport à leur position stratégique vis-à-vis de la Chine ou de l'Inde. Ceci peut être expliqué par la volonté de certains États à adopter un «engagement multidirectionnel» plutôt qu'une politique visant le *balancing* ou le

¹¹⁶ STRUYE DE SWIELANDE, Tanguy (2010), op.cit., pp. 28-31

¹¹⁷ PANDA, Ankit, « Sri Lanka Formally Hands Over Hambantota Port to Chinese Firms on 99-Year Lease », The Diplomat, Décembre 2017, [en ligne], consulté le 15.12.17, URL : <https://thediplomat.com/2017/12/sri-lanka-formally-hands-over-hambantota-port-to-chinese-firms-on-99-year-lease/>

¹¹⁸ STRUYE DE SWIELANDE, Tanguy (2010), op.cit., pp. 3-35

¹¹⁹ Ibid., p.33

bandwagoning.¹²⁰ Ainsi, nous pouvons comprendre la stratégie de certains États de l’océan Indien à ne pas choisir de camp.¹²¹ Des études supplémentaires nous permettraient d’approfondir le sujet. Il est néanmoins intéressant de noter que, malgré l’existence d’une rivalité entre la Chine et l’Inde, il existe également des phases de coopération entre celles-ci. En 2012, elles ont adopté un accord pour lutter contre la piraterie et la coopération scientifique dans l’océan Indien. Les coopérations militaires entre ces deux puissances asiatiques restent néanmoins très limitées.¹²² Nous pouvons, par conséquent, affirmer que notre deuxième hypothèse est vérifiée et qu’il existe effectivement bien un système de polarité entre les puissances chinoises et indiennes qui induit une certaine rivalité entre elles. Cette rivalité est également due à une certaine méfiance entre la Chine et l’Inde, ce qui a pour conséquence un jeu géostratégique dense qui impacte leurs voisinages proches; ce que nous tenterons de tester dans la prochaine section.

6.3 Méfiance entre New Delhi et Pékin

Au sein de cette section, nous allons tenter d’observer la méfiance de la Chine envers l’Inde et *vice-versa*. Nous allons donc nous concentrer sur l’évolution des relations sino-indiennes depuis leur indépendance jusqu’à nos jours. Nous essaierons de dégager l’existence ou non d’un ou de plusieurs différends non résolus entre la Chine et l’Inde. Pour finir, nous nous focaliserons sur les perceptions réciproques de Pékin et de New Delhi. Nous allons uniquement nous polariser sur la région de l’océan Indien. L’accroissement de la présence chinoise dans cette zone considérée par l’Inde comme son arrière-cour en fait une région fertile pour étudier les perceptions sino-indiennes. Par ailleurs, s’il existe une méfiance entre ces deux puissances dans l’océan Indien, nous pourrions conclure qu’elle se reflétera également dans toute leur relation.

6.3.1 L’histoire des relations sino-indiennes

Dans cette partie, nous allons nous intéresser à l’histoire des relations sino-indiennes. Nous allons tenter de comprendre si leurs relations historiques nous

¹²⁰ La stratégie du *balancing* consiste un alignement à l’encontre de la puissance dominante et le *bandwagoning* est une alliance avec la puissance dominante.

¹²¹ CHABBI, Mourad & LIM, Yves-Heng (2013), *op.cit.*, pp. 227-249

¹²² SCOTT, David (2015), *op.cit.*

permettent de comprendre leur manque de coopération dans l'océan Indien et de manière globale.

Afin de saisir l'importance des relations sino-indiennes, il est nécessaire de bien comprendre l'histoire qui lie ces deux pays. Les relations entre les États chinois et indien n'ont pas toujours été conflictuelles. Bien avant que New Delhi et Pékin n'établissent des relations diplomatiques en 1950, les élites indiennes et chinoises avaient posé les bases d'une future coopération. Celles-ci étaient persuadées qu'ensemble, elles avaient le devoir de remodeler l'Asie et le monde.¹²³ L'Inde, durant la période de l'entre-deux guerres, a montré son soutien à la Chine lors de l'occupation japonaise. Cet événement a d'ailleurs marqué l'émergence d'une vision internationaliste au sein des élites indiennes. De surcroît, en 1927, ces deux États ont conjointement participé au Congrès anti-impérialiste de Bruxelles. Après que la Chine a prit son indépendance en 1949 — soit deux ans après l'Inde —, l'Inde était l'un des premiers États à reconnaître la légitimité de la République populaire de Chine au détriment de celle de la République de Chine, actuellement connue sous le nom de Taïwan.¹²⁴

Durant les années 50, l'Inde et la Chine entretenaient des relations cordiales, basées sur une coexistence pacifique. Malgré l'invasion du Tibet par la Chine en 1950, les relations sino-indiennes restaient toujours cordiales. Par ailleurs, quatre ans plus tard, l'Inde signe un accord qui met fin à ses privilèges dans la région du Tibet. L'objectif de Jawaharlal Nehru, Premier ministre indien de l'époque, était de créer une zone tampon «psychologique» à la place d'une zone tampon «physique». Les cinq principes de la coexistence pacifique adoptés par la Chine et l'Inde à la Conférence de Bandung en 1955 mettent en relief l'accroissement de la coopération sino-indienne. Pékin et New Delhi partageaient l'ambition de créer une nouvelle coopération politique. Celle-ci était illustrée par le slogan «Hindi-Chini bhai-bhai» ce qui signifie « les indiens et les chinois sont frères » mais très vite cette entente naissante a commencé à décliner, suite à plusieurs enjeux géopolitiques dans la région. La question du Tibet et les enjeux liés à la délimitation des frontières ont très vite limité cette nouvelle coopération. Vers la

¹²³ MOHAN, Raja (2012) , op.cit.,p.14

¹²⁴ Ibid.

fin des années 50, les différends territoriaux émergent. Zhou Enlai, Premier ministre de la République populaire de Chine de 1949 à 1976, refuse catégoriquement la ligne de démarcation de McMahon entre l'Inde et la Chine dans la région actuelle de l'Arunachal Pradesh. Selon l'argument des Chinois, les autorités tibétaines de l'époque n'avaient aucune légitimité de négocier des territoires avec les colons britanniques. Les différends territoriaux liés à cette région ont considérablement détérioré les relations sino-indiennes. Le 20 octobre 1962, l'armée chinoise attaque les troupes indiennes dans la région de l'est (Arunachal Pradesh) et à l'ouest (Aksai Chin). Un mois après, un accord de cessez-le-feu est signé. La Chine quitte la zone de l'est, mais conserve celle de l'ouest.¹²⁵ Ce conflit marque la coupure des relations sino-indiennes. Les conséquences de cette guerre sont encore perceptibles aujourd'hui. Les élites indiennes sont toujours méfiantes face aux actions de leur voisine du nord. En outre, les relations sino-pakistanaïses se sont accrues, ce qui alimente et conforte les craintes de New Delhi. Suite à ce conflit, les relations sino-indiennes sont partiellement interrompues pour une durée de vingt ans. Il faudra attendre le milieu des années 70 pour une réouverture du dialogue. Les relations entre Pékin et New Delhi se normalisent, notamment grâce à leur statut de pays émergents. Ils étaient tous les deux conscients qu'une bonne entente entre eux leur garantirait un développement prospère. Cependant, la Chine était méfiante vis-à-vis de l'Inde, notamment à cause de son rapprochement avec l'Union soviétique. Vers la fin de la Guerre froide, les deux entités communistes n'entretenaient pas de bonnes relations. Après que Nixon a visité la Chine en 1972, il y eut l'apparition d'une confrontation entre les États-Unis et la Chine d'un côté, et entre l'Union soviétique et l'Inde de l'autre côté. À la fin de la Guerre froide, l'Inde et la Chine ont des positions diamétralement opposées sur les questions géopolitiques relatives à l'Asie, notamment au sud et au sud-est.¹²⁶ Au XXI^{ème} siècle, les relations sino-indiennes se sont légèrement normalisées, principalement grâce aux échanges commerciaux entre les deux pays. Les tensions du XX^{ème} siècle se sont donc apaisées, mais n'ont pas disparu.¹²⁷ Depuis, la Chine est devenue l'un des principaux partenaires économiques de l'Inde. En 2016, 18 % des importations

¹²⁵ Ibid., pp.189-210

¹²⁶ Ibid., pp.19-34

¹²⁷ Ibid.

totales de l'Inde proviennent de la Chine pour un montant de 58.4 milliards de dollars, ce qui représente 2.8 % des exportations totales de la Chine. Pour la même année, 0.89 % des importations totales de la Chine proviennent de l'Inde pour un total de 11.8 milliards de dollars, ce qui représente 3.5 % des exportations totales de l'Inde.¹²⁸ Par ailleurs, les biens produits dans les deux États sont complémentaires: la Chine est spécialisée dans les biens manufacturés, tandis que l'Inde se démarque dans le secteur des services.

6.3.2 Les différends territoriaux non résolus

Les différents conflits territoriaux entre la Chine et l'Inde n'aident en rien à l'apaisement de la situation. En effet, malgré la coopération économique entre ces deux pays, ces tensions sont toujours palpables dans les relations entre Pékin et New Delhi.

L'Arunachal Pradesh est une région qui appartient officiellement à l'Inde et qui se trouve au nord-est de celle-ci, dont une partie est revendiquée par la Chine. Cette dernière affirme, en effet, qu'il s'agit d'une partie de la Région autonome du Tibet et donc, *in fine* de la Chine. C'est sur la zone himalayenne de Tawang que se focalise la dispute entre Pékin et New Delhi. Ceux-ci sont en désaccord sur le tracé de leurs frontières, dans la région de l'Arunachal Pradesh, qui fut intégrée au territoire indien durant l'époque de la colonisation britannique. Ce contentieux amena l'Armée populaire de libération chinoise à envahir cette région en 1962. Cette guerre fut une défaite humiliante pour l'Inde, qui en garde toujours des séquelles. Malgré la victoire de la Chine, cette région est toujours sous tutelle indienne. Le conflit dans la région de l'Arunachal Pradesh n'est toujours pas en phase de résolution, tout comme celle du Cachemire.¹²⁹ Dans le cas du premier conflit, malgré de nombreuses négociations entre les deux États, ils n'ont toujours pas trouvé d'accord.

¹²⁸ THE OBSERVATORY OF ECONOMIC COMPLEXITY, India, 2016, [en ligne], consulté le 05.12.2017, URL : <https://atlas.media.mit.edu/fr/profile/country/ind/> & THE OBSERVATORY OF ECONOMIC COMPLEXITY, China, 2016, [en ligne], consulté le 05.12.2017, URL :

<https://atlas.media.mit.edu/fr/profile/country/chn/>

¹²⁹ MOHAN, Raja (2012), op.cit., pp.13-34

Le conflit dans la région du Jammu-et-Cachemire est une des causes des relations complexes entre ces deux États. Ces différends territoriaux et le soutien de Pékin à Islamabad sont deux éléments perturbateurs de la consolidation du nationalisme territorial en Inde. La Chine possède donc des moyens pour perturber la politique intérieure et la cohésion nationale de l'Inde. De plus, les soutiens militaire, économique, diplomatique, politique et nucléaire de la Chine envers le Pakistan empêchent l'Inde d'assumer sa position hégémonique à l'intérieur du sous-continent indien. Pékin est conscient que, sans son aide, Islamabad aurait énormément de peine à concurrencer avec la puissance indienne. Il aurait été, par exemple, très complexe pour l'État pakistanais d'acquérir l'arme nucléaire sans la Chine. De surcroît, celle-ci prend part aux conflits territoriaux qui touchent la région du Jammu-et-Cachemire afin de limiter l'influence de New Delhi à travers l'Asie et le monde. Pékin a donc tout intérêt à alimenter et à préserver les tensions entre ces deux pays. Le lien très étroit que développe la Chine avec le Pakistan est aussi un facteur qui attise la méfiance de l'Inde envers cette dernière.¹³⁰

Au travers de ces deux conflits territoriaux, nous observons qu'il existe toujours des différends non résolus entre la Chine et l'Inde. Cette dernière contrôle toujours l'Arunachal Pradesh, revendiqué par la Chine comme partie intégrante du Tibet, et la Chine administre l'Aksai Chin, considéré par l'Inde comme appartenant au Cachemire. Malgré l'existence de tensions entre les deux pays, elles restent néanmoins gérables grâce à l'existence d'une ligne de contrôle qui sert de frontière temporaire. Selon Mathieu Duchâtel, un expert en géopolitique asiatique, s'il n'est actuellement pas envisageable de trouver une solution à ces différends, les négociations de 1981 permettent de maintenir le problème à un niveau diplomatique.¹³¹

Les enjeux sécuritaires liés au Tibet sont aussi une source de tensions entre ces deux États. En dépit de la reconnaissance par l'Inde de l'appartenance du Tibet à la Chine, New Delhi soutient les activités du dalaï-lama et de son gouvernement en exil au nord de l'Inde, à Dharamsala. Effectivement, cette dernière s'est

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ DUCHÂTEL, Mathieu, « L'ancrage continental », *Géopolitique de la Chine*, Presses Universitaires de France, 2017, pp. 34-61.

abstenu de protester contre l'invasion et l'occupation du Tibet par la Chine en 1950. L'Inde a jugé à l'époque que la préservation des relations avec son voisin du nord comme plus important. Néanmoins, quelques années plus tard, le Premier ministre indien de l'époque, Jawaharlal Nehru accorde le refuge au dalaï-lama. Cette décision sera d'ailleurs interprétée par Pékin comme une politique antichinoise. D'autres actions de l'Inde vont le conforter dans cette idée. New Delhi a, par exemple, refusé d'interdire au chef spirituel tibétain de se rendre en 2009 au monastère tibétain dans la région de l'Arunachal Pradesh. Par ailleurs, les exilés tibétains peuvent en toute liberté développer leurs activités politiques et sont même autorisés à protester à proximité des dignitaires chinois lors de leurs visites en Inde. Le soutien de l'Inde pour le Tibet peut se comprendre non seulement par leurs similitudes culturelles et religieuses, mais également pour des motifs géostratégiques. Les enjeux liés à la région du Tibet sont très importants pour Pékin, car cette région présente avant tout des intérêts stratégique, économique et politique. La position géographique du Tibet offre un avantage stratégique de premier ordre, en particulier sur l'Asie du Sud. D'un point de vue économique, cette zone possède des ressources minérales et hydrauliques nécessaires pour le développement chinois. La perte du Tibet créerait une crise majeure à l'intérieur de la Chine où plusieurs régions espèrent également obtenir leur indépendance comme la région du Xinjiang.¹³²

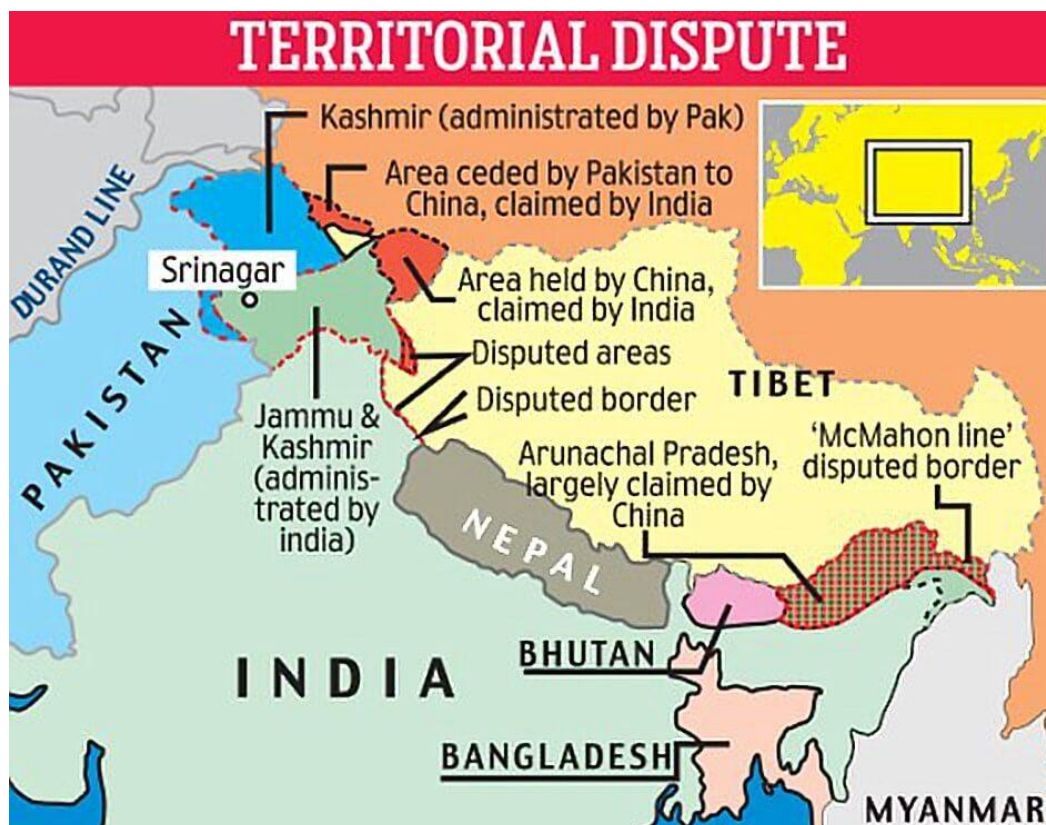
En d'autres termes, ces différends territoriaux constituent des obstacles durables au succès de la diplomatie de bon voisinage de la Chine et de l'Inde. Celles-ci devront réussir à trouver une solution pour résoudre ces conflits, si elles veulent un jour avoir une coopération durable. Au travers de l'histoire des relations sino-indiennes, nous constatons qu'il existe toujours des différends territoriaux non résolus entre New Delhi et Pékin. Malgré des phases de coopération entre ceux-ci, ces tensions territoriales ne permettent pas la création d'un lien de confiance entre ces deux États. Par ailleurs, les récentes tensions survenues en juin 2017 sur le plateau de Doklam au Bhoutan entre les armées chinoise et indienne n'ont fait que raviver cette méfiance réciproque.¹³³ Nous pouvons donc conclure qu'il existe

¹³² MOHAN, Raja (2012), op.cit., pp.13-34

¹³³ ZAUGG, Julie (2017), op.cit.

bien une méfiance certaine entre la Chine et l'Inde due à leurs différends territoriaux non résolus.

3. Carte des différends entre la Chine et l'Inde :



Source : Clear IAS, India-China Border dispute- What is the Doklam Issue, Septembre 2017

6.3.3 L'océan Indien, nouvelle zone de rivalité entre la Chine et l'Inde

L'océan Indien est actuellement considéré comme un espace central pour la stabilité internationale, comme le soulignent plusieurs auteurs, dont le plus célèbre est certainement Mahan. Les équilibres stratégiques à l'intérieur de cet océan risquent d'être fortement marqués par la montée des puissances chinoise et indienne. Les Indiens et les Chinois renforcent leurs infrastructures militaires sur des îles ou des archipels qui représentent des postes avancés. New Delhi possède des commandements interarmées sur l'archipel des Andaman-et-Nicobar, non loin du détroit de Malacca. Pour sa part, Pékin a construit une importante base navale au sud de l'île d'Hainan, ce qui permettrait à la Chine de projeter ses marines militaires plus loin en Asie du Sud-Est, et même dans l'océan Indien. Il est

néanmoins important de souligner qu'à l'heure actuelle, la capacité de projection de la marine chinoise dans océan Indien est encore modeste.¹³⁴

Les enjeux liés à la puissance maritime sont très importants pour Pékin et New Delhi. Ils ont été fortement inspirés par certains auteurs comme Alfred Thayer Mahan, Robert Gilpin, George Modelski ou William Thompson. Ceux-ci mettent en exergue l'importance d'avoir une grande puissance maritime. Ils identifient l'accès à la mer et le contrôle des routes maritimes comme des caractéristiques clés pour accroître les possessions d'un pays ou d'un empire. Les forces navales représentent également un instrument de puissance et de prestige national. Le commerce maritime représente encore de nos jours le principal moyen de transport de marchandises à travers le monde. Pour l'Inde et la Chine, avoir une grande force maritime représente une illustration de leur puissance. Il n'est donc pas étonnant que celles-ci s'affrontent dans l'océan Indien. Le contrôle des espaces maritimes est donc une nécessité pour ces deux puissances, asiatiques pour le soutien de leur économie respective.¹³⁵

New Delhi conçoit cet océan comme une zone stratégique à part entière, du détroit d'Ormuz à celui de Malacca. L'Inde considère cet océan comme «sa propriété», certainement issue d'un héritage de l'empire britannique, qui avait fait de l'océan Indien sa *mare nostrum*. Il est donc de sa responsabilité de s'assurer de la sécurité de cet océan. De surcroît, les Indiens ont adopté la pensée de Mahan sur l'importance d'avoir une grande force maritime.¹³⁶ New Delhi a donc naturellement l'ambition de jouer un rôle de plus en plus important pour assurer la sécurité de cet espace maritime stratégique, ce qui implique la modernisation de ses forces navales. Il n'est pas non plus anodin de constater que New Delhi veut aussi s'implanter en mer Rouge, en mer de Chine et dans la partie australe de l'océan Indien, qui sont définies comme des zones secondaires.¹³⁷ New Delhi a déployé ses forces maritimes d'un bout à l'autre de l'océan Indien. Elles sont en effet présentes du golfe d'Aden jusqu'au détroit de Malacca. Ces dernières années, l'Inde a même mené plusieurs missions militaires en haute mer loin de sa

¹³⁴ MOHAN, Raja (2012), op.cit., pp. 109-132

¹³⁵ Ibid.

¹³⁶ MAHAN, Alfred T., cité à travers AUFFRAY, Danièle (2005), op.cit., p.95

¹³⁷ SAINT-MEZARD, Isabelle (2012), op.cit., pp.129-149

zone d'influence habituelle et, notamment, dans le Pacifique, comme le démontrent les exercices conjoints menés avec certaines puissances de la région.

La Chine, quant à elle, n'est pas restée inactive durant ces dernières années. Bien qu'étant une puissance extrarégionale, la Chine est aujourd'hui un acteur central de la géopolitique de l'océan Indien. Outre ses liens étroits avec le Pakistan, Pékin a tissé des relations avec plusieurs États riverains dans cette zone maritime de l'Asie du Sud, en passant par le Moyen-Orient, l'Afrique de l'Est et australe. De surcroît, les diverses actions politiques menées dans son environnement maritime proche — en mer de Chine méridionale et orientale, mais aussi en mer Jaune — ont créé des tensions entre les États de cette zone maritime. Ceci est également perceptible jusque dans l'océan Indien. La fermeté et la politique maritime de Pékin, depuis les années 2010, ont généré un climat de suspicion et de méfiance chez ses voisins — du Japon à l'Inde, en Asie du Sud-Est et en Australie. Ceci explique en partie les alliances de New Delhi avec les États de cette région du monde. Selon son programme de développement pacifique, Pékin met tout en œuvre pour protéger les routes commerciales par lesquelles elle importe les énergies nécessaires au soutien de son économie.¹³⁸ Il est vrai que la Chine met en œuvre de grands moyens pour soutenir les États voisins de l'Inde. Elle a d'ailleurs accru sa présence en Asie du Sud comme à Gwadar (Pakistan), à Sittwe et à Kyaukpyu (Birmanie), à Hambantota (Sri Lanka) et aussi à Chittagong (Bangladesh). La construction d'infrastructures portuaires et de transport de ces pays permet effectivement d'assurer l'acheminement des biens et les énergies nécessaires pour soutenir l'économie, mais elles pourraient aussi servir de points d'appui au déploiement d'une présence militaire.¹³⁹ Par ailleurs, ces projets ont été interprétés de diverses manières. Nous pouvons citer notamment la formule imagée du «Collier de perles». L'autre interprétation courante est que les investissements de Pékin servent principalement à assurer la sécurité de son approvisionnement en hydrocarbures depuis le golfe Persique, dont près de 80 % du pétrole brut de la Chine transite par l'océan Indien.¹⁴⁰ À terme, le but serait d'ouvrir des voies terrestres pour l'acheminement de ses énergies fossiles. Cela lui

¹³⁸ Ibid.

¹³⁹ BUZAN, Barry (2012), op.cit, p.9

¹⁴⁰ SAINT-MEZARD, Isabelle (2012), op.cit, p.135

permettrait de raccourcir le transport par voie maritime et surtout de trouver une alternative au détroit de Malacca, dans le cas d'un blocus étasunien. Le développement économique de la Chine est donc fortement dépendant des ressources énergétiques qui transitent dans l'océan Indien et le maintien de l'ouverture de ces routes maritimes est une priorité pour Pékin. Le «dilemme de Malacca» découle directement de cette crainte d'un blocus maritime de la part de l'Inde ou des États-Unis dans l'océan Indien.¹⁴¹

6.3.3.1 La perception de la Chine envers l'Inde dans l'océan Indien

La dépendance du développement de la Chine à ces routes maritimes rend Pékin vulnérable. Par ailleurs, le discours de certaines élites indiennes ne fait qu'accroître la crainte de la Chine. Comme l'écrit Jan Hornat, un spécialiste dans les études sécuritaires:

«Beijing's anxiety about free passage through Malacca is further exacerbated by remarks of Indian 'hawks', such as Bharat Karnad, who is a former member of India's National Security Advisory Board. Karnad advocates that, in the event of a conflict with China, India would use seadential strategies such as naval blockades to sever China's energy supply lines—by 'squeeze[ing] the Chinese oil and trade lanes in the Indian Ocean'».¹⁴²

En effet, avec le développement de l'armée indienne et les ambitions de New Delhi d'étendre son influence vers l'est, Pékin devient très méfiant envers son voisin du sud. Selon Amelot, il existerait quatre éléments qui font que la marine indienne est la principale rivale du corps maritime de l'Armée populaire de libération. Premièrement, le positionnement géographique de l'Inde lui offre une capacité naturelle de surveillance des routes commerciales dans cette région. En cas de crise, les forces indiennes pourraient vite intervenir afin de protéger leurs intérêts, alors que l'Armée populaire de libération marine aurait inévitablement un temps de réaction plus long et n'aurait que des moyens limités pour intervenir. En effet, Pékin doit pouvoir maintenir une présence militaire dans d'autres régions,

¹⁴¹ MOHAN, Raja (2012), op.cit., pp. 109-132

¹⁴² HORNAT, Jan, « The Power Triangle in the Indian Ocean : China, India and the United States », *Cambridge Review of International Affairs*, 29:2,2016, p.429

au risque de dégarnir d'autres fronts (Taïwan ou mer de Chine). Deuxièmement, le développement et la modernisation militaire de la marine indienne inquiètent la Chine. Troisièmement, la *Look East Policy* et le rapprochement de l'Inde avec le Japon et le Viêt Nam — deux pays méfiants envers la Chine — ne font qu'accroître les craintes de Pékin d'une politique d'endiguement menée par les États-Unis et soutenue par l'Inde. Quatrièmement, New Delhi, contrairement à son voisin du nord, ne subit pas de restrictions en matière d'achat d'armements avec les pays occidentaux.¹⁴³ Par ailleurs, l'établissement de ports militaires sur les îles d'Andaman-et-Nicobar suscite la crainte de Pékin. Le but étant de protéger les intérêts indiens dans la région de l'Asie du Sud-Est et proche du détroit de Malacca.¹⁴⁴

La modernisation de la marine indienne est également perçue par certains experts chinois sur les enjeux sécuritaires comme une menace pour la Chine. L'un d'entre eux, Hu Qingliang écrit: «As Indian maritime power develops, India will have the capacity to carry out competition with China in the sea areas of the Malacca Strait and the South China Sea. This will pose a certain threat to the security of China's south sea areas».¹⁴⁵ D'autres chercheurs de la politique sécuritaire en Asie, James Holmes et Toshi Yoshihara, mettent également en avant ce constat et la volonté de l'Inde d'étendre sa sphère d'influence. Ils affirment d'ailleurs:

«the Chinese foresee the emergence of a far more forward-leaning Indian Navy that in time could make its presence felt in China's own littoral realm. Moreover, the Chinese uniformly believe that New Delhi has embarked on an ambitious modernization program to achieve these[...] aims».¹⁴⁶

Par ailleurs, Lora Saalman, experte en politique asiatique, mène une étude quantitative sur des articles scientifiques chinois parus de 1991 à 2009 pour comprendre la perception de la Chine envers l'Inde. Elle conclut que la Chine ne considère pas l'Inde comme étant sa plus grande menace, mais Pékin observe

¹⁴³ AMELOT, Laurent (2010), op.cit., pp.249-271

¹⁴⁴ HORNAT, Jan (2016), op.cit., p.429

¹⁴⁵ QINGLIANG, Hu, « Indian Maritime Strategy and Its Influence on China's Energy Security », *South Asian Studies*, Quarterly, 1, 2008, p. 25

¹⁴⁶ HOLMES, James R. & YOSHIHARA, Toshi, « China and the United States in the Indian Ocean : An Emerging Strategic Triangle ? », *Naval War College Review*, Summer, Vol.61, No.3, 2008, p. 54

l'évolution de sa force militaire de très près. Il existe également une grande littérature scientifique sur le développement spatial et nucléaire de l'Inde écrite par des auteurs chinois.¹⁴⁷

Au travers de ces différents éléments, nous pouvons conclure que la Chine ne considère pas l'accroissement des forces militaires indiennes près du détroit de Malacca et sa modernisation militaire comme des nouvelles rassurantes. La multiplication d'articles scientifiques sur les enjeux militaires, spatiaux et nucléaires de l'Inde démontre distinctement une certaine méfiance de la Chine envers le développement de l'Inde. Par ailleurs, son rapprochement avec les États-Unis, le Japon et le Viêt Nam est un élément supplémentaire pour attiser sa méfiance. La Chine perçoit donc l'Inde comme une rivale potentielle.

6.3.3.2 La perception de l'Inde envers la Chine dans l'océan Indien

La présence chinoise dans l'océan Indien n'est pas perçue d'un bon œil de la part de New Delhi. La méfiance de l'Inde est à la fois liée à un sentiment de vulnérabilité vis-à-vis d'un encerclement de la part de la puissance chinoise, et à son ambition très affirmée de s'imposer comme une puissance régionale prééminente dans l'océan Indien. La Chine a mené une politique d'expansion très soutenue dans la région de l'Asie du Sud, notamment par le biais de l'économie. Pékin a, en effet, énormément investi dans des infrastructures de certains pays du sous-continent indien, considérés comme appartenant à la zone d'influence privilégiée de New Delhi. Les investissements faits par la Chine au Myanmar, au Bangladesh, au Népal, au Sri Lanka, aux Seychelles, à l'île Maurice et au Pakistan n'ont pas échappé à l'Inde.¹⁴⁸ L'Inde interprète cette présence chinoise comme une volonté de l'encercler. D'ailleurs, comme l'écrit Hornat:

«China's policy of constructing port facilities in the Indian Ocean [...] raises concerns in India that these facilities may one day serve as forward deployment bases for the People's Liberation Army Navy (PLAN).[...] New

¹⁴⁷ SAALMAN, Lora, « Divergence, Similarity and Symmetry in Sino-Indian Threat Perception », *Journal of International Affairs*, Spring/Summer, Vol.64, N°2, 2011, pp. 169-194

¹⁴⁸ STRUYE DE SWIELANDE, Tanguy (2010), op.cit., pp. 3-35

Delhi views China's String of Pearls as an attempt to encircle India and, in the event of a conflict, limit its activities in the Indian Ocean». ¹⁴⁹

Par ailleurs, les dernières déclarations de la Chine dans son livre blanc ne font que renforcer les craintes de l'Inde.

«The seas and oceans bear on the enduring peace, lasting stability and sustainable development of China. The traditional mentality that land outweighs sea must be abandoned, and great importance has to be attached to managing the seas and oceans and protecting maritime rights and interests. It is necessary for China to develop a modern maritime military force structure commensurate with its national security and development interests, safeguard its national sovereignty and maritime rights and interests, protect the security of strategic SLOCs and overseas interests, and participate in international maritime cooperation, so as to provide strategic support for building itself into a maritime power». ¹⁵⁰

Prem Mahadevan, chercheur en politique de sécurité globale et internationale, s'intéresse à la politique maritime de la Chine et l'inquiétude qu'elle suscite pour l'Inde et certains pays occidentaux. Selon l'auteur, la crainte causée par les manœuvres politiques de Pékin n'est pas totalement infondée. Même si le discours officiel de Pékin est de rejeter la construction de bases militaires en Asie, d'anciens officiers navals chinois ont tout de même émis l'intérêt géostratégique d'avoir de telles infrastructures dans l'océan Indien. Mahadevan argumente que «[officers] argue that if the US can maintain overseas bases, then so can China». ¹⁵¹ L'auteur met également en lumière trois caractéristiques importantes, quant à la crainte des Indiens de la présence de la Chine dans l'océan Indien. Premièrement, les développements chinois se font dans les pays riverains de cet espace maritime. Il est fort probable que les partenaires économiques deviennent à l'avenir des alliés militaires. Deuxièmement, il n'existe pas de positionnement clair sur les intentions de Pékin à long terme. Troisièmement, Pékin utilise

¹⁴⁹ HORNAT, Jan, (2016), op.cit., p.430

¹⁵⁰ THE STATE CONCIL INFORMATION OFFICE OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINE (2015), op.cit.

¹⁵¹ MAHADEVAN, Premn, «China in the Indian Ocean: Part of a Larger PLAN », *CSS Analyses in Security Policy*, n°156, 2014, p.1

l'ambiguïté de ses intentions, afin d'améliorer ses positions économique et militaire dans cette zone. L'argument mis en avant pour développer sa marine est souvent la protection des routes commerciales vitales pour son développement. Mahadevan souligne tout de même que, à moyen terme, il est improbable que la Chine utilise ses différents ports présents dans l'océan Indien à des fins militaires, mais, dans une perspective à long terme, rien n'est moins sûr. Il suffit de constater ce qui se passe actuellement en Afrique. En premier lieu, les États africains étaient uniquement des partenaires commerciaux de Pékin et maintenant, certains d'entre eux sont aussi des alliés militaires. Le cas le plus probant est certainement les relations entre la Chine et le Djibouti, qui va d'ailleurs accueillir la première base militaire étrangère chinoise. Il n'est donc pas insensé de penser que la Chine utilise la même stratégie dans la zone de l'océan Indien.¹⁵²

Dans son article précité, Saalman décrit également une étude sur la perception de l'Inde envers la Chine basée sur des articles scientifiques parus de 1991 à 2009. Elle constate que l'Inde est très méfiante envers la Chine, surtout depuis sa défaite en 1962. New Delhi observe également le développement des programmes spatial et nucléaire chinois, et tout particulièrement les échanges entre la Chine et le Pakistan dans ces domaines.¹⁵³

Nous pouvons donc conclure que l'Inde se méfie de la Chine et de sa politique maritime dans la région. Ses investissements dans les États de la région et son alliance avec le Pakistan ne font qu'empirer la perception de l'Inde envers la Chine. Par ailleurs, le discours étasunien sur la stratégie du «Collier de perles» trouve également un écho favorable auprès de l'Inde et n'améliore aucunement la perception de l'Inde envers la Chine. Nous pouvons donc conclure que l'Inde considère la Chine comme une rivale.

Ces différents éléments soulignent clairement qu'il existe une certaine méfiance de la Chine vis-à-vis de l'Inde, et réciproquement. Après l'étude de l'histoire des relations sino-indiennes, nous relevons l'existence de différends territoriaux non résolus entre ces deux États. Ces conflits territoriaux ne leur permettent pas de construire une coopération saine et durable entre eux. Au travers de ces différents

¹⁵² Ibid., pp.1-5

¹⁵³ SAALMAN, Lora (2011), op.cit.

éléments historiques, nous pouvons conclure, qu'au sens de la TCRS, les relations sino-indiennes sont de nature hostile. Les perceptions chinoises et indiennes démontrent aussi l'hostilité qui règne entre ces deux États. Nous pouvons donc confirmer notre troisième hypothèse et affirmer que la méfiance réciproque de la Chine et de l'Inde l'une envers l'autre empêche une forte coopération entre celles-ci dans l'océan Indien et en Asie orientale de manière plus générale.

7. Conclusion

La chute de l'URSS a mis fin au monde bipolaire. Elle a permis la montée d'autres puissances à côté des États-Unis. La République populaire de Chine et la République de l'Inde en représentent deux parmi d'autres. L'émergence de ces États est l'un des phénomènes majeurs du XXI^{ème} siècle. Ceci offre également au continent asiatique une nouvelle place sur la scène internationale et une reconfiguration des rapports de force au niveau mondial. Malgré son ascension, l'Asie reste encore actuellement une région très instable, notamment en raison des différentes tensions entre les États et les actes de piraterie, de criminalité transnationale et de terrorisme. D'ailleurs, le nationalisme exacerbé et la course aux armements n'apaisent en rien ces tensions en Asie. Le maintien de la sécurité à l'intérieur de ce continent est un enjeu central pour tous les acteurs qui possèdent des intérêts économiques dans la région. Effectivement, une grande part des biens mondiaux transitent par cette région du monde. Certains États possèdent également des intérêts stratégiques sur ce continent, comme la Chine et l'Inde, par exemple. Elles partagent les mêmes ambitions en Asie: être une puissance régionale hégémonique et avoir l'accès aux ressources naturelles pour leur développement. Cela accroît davantage l'instabilité dans la région. Il est donc nécessaire d'avoir une architecture de sécurité cohérente et légitime pour résoudre - ou du moins apaiser - toutes les tensions dans la région et prévenir un conflit armé entre les États et lutter efficacement contre les actes criminels. Or, au travers des différentes lectures sur l'architecture de l'Asie, il est évident qu'il n'existe actuellement aucune structure de sécurité cohérente et légitime sur ce continent. Tout l'enjeu est de définir qui pourrait garantir la sécurité en Asie. Cela pourrait être une institution régionale, des États externes, ou régionaux. Au sein de ce travail, nous nous sommes penchés sur le cas de la Chine et de l'Inde. Ces dernières partagent la même volonté de sécuriser les routes commerciales dont dépend leur développement et de stabiliser la région de l'Asie. Ces dernières années, ces deux États ont accru leur présence en Asie du Sud et de l'Est. Au travers de ces événements et grâce à la théorie des complexes régionaux de sécurité de Barry Buzan et Olé Waever, il est possible de discerner une architecture de sécurité dans la région de l'Asie orientale basée sur les relations

sino-indiennes. Néanmoins, il est également évident que, malgré une convergence de leurs intérêts, le manque de coopération sécuritaire entre la Chine et l'Inde est toujours perceptible. Ce travail de recherche tente de comprendre l'hypothétique architecture de sécurité en Asie orientale et le manque de coopération sécuritaire entre ces deux États. La théorie de Buzan et Waever offre des éléments de réponse. À partir de ceux-ci, nous avons émis une hypothèse pour notre première question de recherche et deux hypothèses pour la seconde.

Selon notre première hypothèse, l'Asie orientale s'apparenterait à un supercomplexe. La présence de deux complexes – l'Asie du Sud et celle de l'Est – et leurs interactions au travers de l'intervention de la Chine et de l'Inde dans le complexe voisin, nous permettent de confirmer notre première hypothèse. Il existe, en effet, une forte dynamique de sécurité entre ces deux complexes. La volonté réciproque de New Delhi et de Pékin de sécuriser les routes commerciales dans la région de «l'Indo-Pacifique» démontre bien l'existence de cette dynamique. La présence de la Chine et de l'Inde dans le supercomplexe en Asie orientale implique qu'elles représentent actuellement les États les plus adéquats pour garantir la stabilité de la région. Ceci est-peut être amené à changer, notamment sous l'influence des États-Unis. En effet, la théorie de Buzan et Waever mentionne également la possible implication d'un État extérieur, s'il possède les moyens pour pénétrer un complexe autre que le sien. Cela ne contredirait par leur théorie des complexes régionaux, dans la mesure où un complexe de sécurité est construit à partir de l'interdépendance des enjeux de sécurité des unités de la région. En d'autres termes, la présence des États-Unis ne changera pas les problématiques de sécurité des États présents dans la région. La Chine et l'Inde sont donc des États centraux de l'Asie orientale et il faudra compter sur ces deux grandes puissances pour maintenir la sécurité de la zone. D'ailleurs, dans les années à venir, il ne serait pas étonnant que ce supercomplexe asiatique se transforme en complexe de grandes puissances. Il serait intéressant de mener des futures recherches sur cette évolution.

Pour tenter de répondre à notre deuxième question de recherche, qui portait sur le manque de coopération sécuritaire entre New Delhi et Pékin, nous avons émis

deux hypothèses également dérivées de la théorie de Buzan et Waever. Selon notre deuxième hypothèse, le manque de coopération est dû au principe de balance des pouvoirs régionaux entre la Chine et l'Inde. En effet, les diverses alliances militaires de ces deux États dénotent une certaine compétition entre eux. Par ailleurs, ces alliances sont également perçues par ces États comme une volonté d'endiguement de l'autre. Nous pouvons donc affirmer qu'une des raisons de leur manque de coopération est l'existence d'une polarité à l'intérieur de l'Asie orientale. Notre deuxième hypothèse est donc également confirmée. Le principe de balance des pouvoirs régionaux implique qu'il règne entre les différents États de l'Asie orientale une certaine méfiance entre eux. Les développements économique et militaire de certains États, notamment de la Chine et de l'Inde, est perçu par d'autres pays comme une puissance imposante qu'il est nécessaire de limiter. Il existe donc une crainte générale entre ces différents États asiatiques qui n'apaise en rien l'instabilité de la région. Dans notre dernière hypothèse, nous avons postulé que le manque de coopération entre la Chine et l'Inde est induit par leur méfiance réciproque. La TCRS prédit que la perception d'un État dépend de ses relations historiques et de ses intérêts. Il s'agit donc d'une construction basée sur des facteurs historiques et stratégiques. Au travers des différents conflits non résolus et des ambitions communes de la Chine et de l'Inde, nous pouvons conclure qu'elles se perçoivent mutuellement comme des rivales. Il existe donc bien une méfiance entre deux États concernant leur développement réciproque. Par ailleurs, leur perception mutuelle dans l'océan Indien indique également qu'il existe une méfiance entre ces deux acteurs au sein de cette région. Comme nous l'avons mentionné auparavant, s'il existe une méfiance entre ces deux États dans l'océan Indien, cette perception existera également au sein des autres enjeux de sécurité entre New Delhi et Pékin. La méfiance réciproque ne risque pas de s'estomper dans les années à venir. La résolution de leurs différends territoriaux serait la première étape vers une normalisation de leur relation. Cette crainte mutuelle ne permet donc pas une meilleure coopération entre les deux et cela maintient un niveau d'instabilité dans la région. Notre dernière hypothèse est également confirmée. Au travers ces deux hypothèses, nous comprenons que les causes de leur manque de coopération, malgré des intérêts convergents, sont dues à la présence du principe de balance des pouvoirs régionaux et à leur méfiance

réciproque. Il est donc important de bien comprendre cette dynamique entre la Chine et l'Inde pour saisir la complexité des relations sino-indiennes actuelles et à venir.

Ce travail de recherche amène tout de même certains questionnements. Les critères donnés par la TCRS qui qualifient certains États de grandes puissances comportent des limites. Effectivement, au sein de cette théorie, les auteurs ne font pas de différence entre ces grandes puissances. Or, dans notre cas, les puissances chinoise et indienne ne se valent pas. La capacité militaire de la Chine est plus développée que celle de l'Inde. D'ailleurs, Pékin n'aurait certainement pas besoin de soutien militaire pour intervenir militairement dans le complexe de l'Inde. Le conflit sino-indien de 1962 en est certainement la preuve la plus probante. Ce différend a débuté par une offensive chinoise et s'est terminé par une victoire de celle-ci. Malgré la présence de l'Inde dans le complexe de l'Asie de l'Est, rien ne laisse envisager qu'elle attaquera en premier. Elle soutiendra certainement ces alliés dans la région en cas d'escalade militaire avec la Chine, mais ne mènerait pas une offensive unilatérale contre cette dernière. Cela amène donc un questionnement sur les critères énoncés dans la théorie de Buzan et Waever. Il serait nécessaire d'ajouter d'autres critères pour évaluer la puissance effective d'un État. Nous pensons notamment au critère de puissance émise par Joseph Nye. Il pourrait être judicieux en effet d'ajouter aux critères de la TCSR, ceux issus du *hard* et *soft power*. Le premier critère implique la capacité à imposer des sanctions militaires et/ou économiques à d'autres États. Le second fait référence à la capacité d'un État d'influencer le comportement des autres États à travers des manœuvres diplomatiques. En tenant compte de ces critères additionnels, la puissance réelle d'un État pourrait être évaluée. Néanmoins, la théorie de Buzan et Waever est pertinente pour comprendre les différents mécanismes de sécurité présents en Asie orientale. Il serait intéressant de mener des études supplémentaires dans d'autres régions du monde afin de tester les postulats de la théorie.

L'absence d'impact de certains acteurs de la région pose également un nouveau questionnement sur ce travail de recherche. Au cours de celui-ci, nous nous

sommes principalement focalisés sur deux entités étatiques pour comprendre une hypothétique architecture de sécurité en Asie orientale. Il est néanmoins important de garder à l'esprit la présence de certaines institutions régionales sur le continent, comme l'Organisation de coopération de Shanghai ou l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Ces dernières contribuent également à façonner de manière relative la structure de sécurité en Asie. Il est tout de même important de souligner qu'en 2017, aucune institution n'a réussi à apaiser les tensions entre la Chine et l'Inde sur le plateau de Doklam. Cela démontre dans une certaine mesure l'incapacité des institutions régionales à réguler le comportement des États asiatiques. La majorité des actions sécuritaires prises à l'intérieur de ces organisations internationales vise à lutter contre la criminalité transnationale et le terrorisme dans la région. Une étude complémentaire à ce travail de recherche nous permettrait de comprendre comment ces institutions interagissent avec les États de la région. Un autre acteur volontairement omis dans cette recherche est la première puissance mondiale. Les États-Unis sont en effet, selon ses alliés dans la région, un contributeur pour la sécurité en Asie. Néanmoins, cette présence est également perçue comme une menace par certaines entités étatiques, comme la Chine et la Corée du Nord, par exemple. Il est vrai que les forces étasuniennes sont présentes dans la région de «l'Indo-Pacifique», comme à Diego Garcia et à Guam. Ceci étant, la théorie de Buzan et Waever accorde une plus grande importance aux puissances locales, comme la Chine et l'Inde, qu'à une superpuissance extérieure, comme les États-Unis. Un des objectifs de cette théorie est de lutter contre la tendance à surestimer l'impact des superpuissances au détriment des facteurs locaux. Les enjeux de sécurité sont souvent issus de facteurs indigènes et une puissance extérieure ne peut les résoudre. Il serait néanmoins intéressant de voir l'impact global des États-Unis sur les relations sino-indiennes et leur contribution réelle à la sécurité en Asie. Au cours de cette recherche, nous avons également omis d'inclure la Russie. La présence de cette dernière en Asie orientale est assez négligeable, mais elle reste un État important pour la sécurité de l'Asie centrale. Il est certainement impossible de comprendre l'architecture de sécurité de ce continent sans sa présence. La Russie est, d'ailleurs, un membre fondateur de l'Organisation de coopération de Shanghai et de l'Organisation du traité de sécurité collective. Par ailleurs, dans la théorie de

Buzan et Waever, la puissance russe se trouve dans le complexe postsoviétique. Ce complexe représente toute la région de l'Asie Centrale. Même si elle reste un État important pour comprendre la sécurité en Asie de manière générale, la Russie n'est pas pertinente pour comprendre la dynamique des relations sino-indiennes. Par ailleurs, il existe également un changement dans l'étude de la sécurité amené par l'école de Copenhague. Désormais, les enjeux de sécurité n'appartiennent plus uniquement aux domaines militaire et stratégique. L'apparition de domaines comme la sécurité économique, environnementale, politique et sociétale amène de nouveaux questionnements et un regard neuf sur l'étude de la sécurité.

Il est vrai que, depuis la fin de la Guerre froide, l'étude de la sécurité a pris un nouveau tournant. Il faut désormais également compter sur les puissances régionales pour bien saisir la structure de sécurité sur la scène internationale. La Chine et l'Inde en représentent certainement le meilleur exemple. Dans les années à venir, les relations sino-indiennes vont certainement prendre une grande place dans la région de l'Asie orientale en particulier et sur tout le continent de manière générale. Malgré des phases de coopération entre ces deux puissances asiatiques, il demeure toujours un fort ressentiment de méfiance entre les deux. Tant qu'il existera un différend territorial non résolu entre la Chine et l'Inde, l'avenir de leurs relations reste très incertain et pessimiste. Les ambitions partagées de ces deux puissances sont un autre facteur de leur rivalité, comme leur volonté commune d'accroître leurs zones d'influence. Celles-ci s'étendent désormais jusqu'au continent africain. Il reste à savoir où cette rivalité va se terminer et qui en sera le vainqueur.

8. Bibliographie

Sources primaires

CLINTON, Hilary, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, Octobre 2011, [en ligne] consulté le 22.11.2017, URL :

<http://foreignpolicy.com/2011/10/11/americas-pacific-century/>

MODI, Narendra, « Media Statements by Prime Minister of India and Prime Minister of Vietnam in New Delhi », Ministry of External Affairs : Government of India, Octobre 2014, [en ligne], consulté le 22.11.2017, URL :

<http://www.mea.gov.in/Speeches-Statements.htm?dtl/24143/media+statements+by+prime+minister+of+india+and+prime+minister+of+vietnam+in+new+delhi+october+28+2014>

OBAMA, Barack, «Remarks by the President to the Joint Session of the Indian Parliament in New Delhi, India », The White House : President Barack Obama, Novembre 2010, [en ligne], consulté le 23.11.2017, URL :

<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/11/08/remarks-president-joint-session-indian-parliament-new-delhi-india>

THE STATE CONCIL INFORMATION OFFICE OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINE, « China's Military Strategy », Ministry of National Defense The People's Republic of China, Mai 2015, [en ligne], consulté le 15.07.17, URL : http://eng.mod.gov.cn/Press/2015-05/26/content_4586805.htm

Monographies

BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*, SciencesPo Paris. Les Presses, 4^{ème} édition, Paris, 2012

BUZAN, Barry, *People, States and Fear : an Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Harlow, Pearson, New York, 1991

BUZAN, Barry & **WAEVER**, Olé, *Regions and Powers: The structure of International Security*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003

CORMAN, Ramona et al., *Méthodes de la science politique : De la question de départ à l'analyse des données*, De Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve, 2016

GAZIBO, Mamoudou & **ROROMME**, Chantal, *Un nouvel ordre mondial, made in China ?*, Les presses universitaires de Montréal, Montréal, 2011

MOHAN, C. Raja, *Samudra Manthan : Sino-Indian Rivalry in the Indo-Pacific*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington D.C, 2012

SPITAEELS, Guy, *L'improbable équilibre : Géopolitique du désordre mondiale*, Luc Pire, Bruxelles, 2003

Articles scientifiques

AMELOT, Laurent, « La stratégie chinoise du « Collier de perles » », *Outre-Terre*, 2010/2, (n° 25-26), pp. 187-198

AMELOT, Laurent, « Le dilemme de Malacca », *Outre-Terre*, 2010/2 (n°25-26), pp.249-271

AUFFRAY, Danièle, « Essai de politique maritime comparée : évolution récente de la Chine et de l'Inde », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/1, Vol.12, pp. 95-104

BREWSTER, David, « Beyond the « String of Pearls»: is there really a Sino-Indian security dilemma in the Indian Ocean? », *Journal of the Indian Ocean Region*, Vol.10, No.2, 2014, pp. 133-149

BREWSTER, David, « Silk Roads and Strings of Pearls: The Strategic Geography of China's New Pathways in the Indian Ocean », *Geopolitics*, 22:2, 2017, pp.269-291

BUZAN, Barry, « Asie, une reconfiguration géopolitique », *Politique étrangère*, 2012/2, pp. 331-344

CHABBI, Mourad & **LIM**, Yves-Heng, « Équilibres régionaux et stratégies des non-puissances: Les cas du Golfe et de l'Asie du Sud-Est », *Études internationales*, Vol.44, N°2, 2013, pp.227-249

DUBUS, Arnaud, « Chine-Birmanie et Chine- Thaïlande : un triangle asymétrique », *Note d'actualité*, n°10/16 de l'Observatoire de la Chine, 2016, pp. 1-6

- DUCHÂTEL**, Mathieu, « L'ancrage continental », *Géopolitique de la Chine*, Presses Universitaires de France, 2017, pp. 34-61
- GOH**, Gilian Hui Lynn, « China and India: Toward Greater Cooperation and Exchange », *China: An International Journal*, Vol.4/2, 2006, pp.263-284
- GRARE**, Frédéric, « Océan Indien : la quête d'unité », *Hérodote*, 2012/2 n°145, pp.6-20
- GUIHONG**, Zang, « US-India Strategic Partnership: Implications for China », *International Studies*, 42/3-4, 2005, pp.277-293
- GUILLOIN**, Arthur, « Coopérations militaires et transferts d'armes de l'Inde et du Pakistan », *Note d'analyse du GRIP*, 2015, pp.1-16
- HOLMES**, James R. & **YOSHIHARA**, Toshi, « China and the United States in the Indian Ocean : An Emerging Strategic Triangle ? », *Naval War College Review*, Summer, Vol.61, No.3, 2008, pp.41-60
- HORNAT**, Jan, « The Power Triangle in the Indian Ocean : China, India and the United States », *Cambridge Review of International Affairs*, 29:2,2016, pp.425-443
- KANWAL**, Gurmeet, « China's Long March to World Power Status », *Strategic Analysis*, 22/11,1999, pp.1713-1728
- KARIM**, Mohd Aminul, « China's Proposed Maritime Silk Road: Challenges and Opportunities with Special Reference to the Bay of Bengal Region », *Pacific Focus*, Vol.30 No.3, 2015, pp.297-319
- KHURANA**, Gurpreet S., « China's "String of Pearls" in the Indian Ocean and Its Security Implications », *Strategic Analysis*, 31:1, 2008, pp.1-39
- LAKE**, David A., « Regional Security Complexes : A Systems Approach », dans LAKE, David. A. & MORGAN, Patrick. M. (dir.), *Regional Orders. Building Security in a New World*, University Park, PA, The Pennsylvania State University Press, 1997, pp. 45-67
- MAHADEVAN**, Prern, «China in the Indian Ocean: Part of a Larger PLAN », *CSS Analyses in Security Policy*, n°156, 2014, pp.1-4
- PARDESI**, Manjeet S., « Is India a Great Power? Understanding Great Power Status in Contemporary International Relations », *Asian Security*, 11:1, 2015, pp.1-30

- POH**, Angela & **LI**, Mingjiang, «A China in Transition: the Rhetoric and Substance of Chinese Foreign Policy under Xi Jinping », *Asian Security*, 2017, 13:2, pp.84-97
- QINGLIANG**, Hu, « Indian Maritime Strategy and Its Influence on China's Energy Security », *South Asian Studies, Quarterly*, 1, 2008, pp.21-25
- REHMAN**, Iskander, « Keeping the Dragon at Bay : India's Counter-Containment of China in Asia », *Asian Security*, 5:2, 2009, pp.114-143
- SAALMAN**, Lora, « Divergence, Similarity and Symmetry in Sino-Indian Threat Perception », *Journal of International Affairs*, Spring/Summer, Vol.64, N°2, 2011, pp. 169-194.
- SAINT-MÉZARD**, Isabelle, « L'Inde en Asie de l'Est : engagement sous réserve ? », *Politique étrangère*, 2012/2, pp.359-371
- SAINT-MÉZARD**, Isabelle, « Quelles architectures de sécurité pour l'océan Indien ? », *Hérodote*, 2012/2 n°145, pp.129-149
- SCOTT**, David, « The Great Power « Great Game » between India and China : « the Logic of Geography » », *Geopolitics*, 2008, 13:1, pp. 1-26
- SHELDON-DUPLAIX**, Alexandre, « Les capacités de projection des marines indienne et chinoise », *Stratégie*, 2017/1, N°114, pp.121-145
- STRUYE DE SWIELANDE**, Tanguy, « Inde-Chine : concurrence dans le voisinage », *Note d'analyse No.8*, Chaire InBev Bailler-Latour, 2010, pp. 3-35

Sites internet

- CHOUDHURY**, Angshuman, « Unpacking the Myanmar Commander-in-Chief's Grand India Visit », *The Diplomat*, Juillet 2017, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL :, <https://thediplomat.com/2017/07/unpacking-the-myanmar-commander-in-chiefs-grand-india-visit/>
- DJEBBI**, Sihem, « Les complexes régionaux de sécurité », Fiche de l'Irsem n° 5, Mai 2010, pp.1-9, [en ligne], consulté le 08.05.2017, URL : https://www.google.ch/search?q=Les+complexes+r%C3%A9gionaux+de+s%C3%A9curit%C3%A9+&ie=utf-8&oe=utf-8&client=firefox-b-ab&gfe_rd=cr&dcr=0&ei=XD45WrinLObI8geB2YmoDQ

GADY, Franz-Stefan, « Indian Navy Practices Sinking Chinese Subs in Largest-Ever Military Exercise », The Diplomat, Février 2017, [en ligne], consulté le 01.12.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/02/indian-navy-practices-sinking-chinese-subs-in-largest-ever-military-exercise/>

GADY, Franz-Stefan, « Iran, China Sign Military Cooperation Agreement », The Diplomat, Novembre 2016, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2016/11/iran-china-sign-military-cooperation-agreement/>

GADY, Franz-Stefan., « Indian, Japan Set to Deepen Anti-Submarine Warfare Cooperation », The Diplomat, Septembre 2017, [en ligne], consulté le 01.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/09/india-japan-set-to-deepen-anti-submarine-warfare-cooperation/>

HOUDOY, Xavier, « Relation Inde-Chine : des dynamiques concurrentielles qui annoncent un avenir incertain », Diploweb, Août 2012, [en ligne] visité le 12.06.2017 [URL] <https://www.diploweb.com/Relations-Inde-Chine-des.html>

JAFFRELOT, Christophe, « L'Inde en quête de puissance... mais quelle puissance et à quelle fin ? », CERISCOPE Puissance, 2003, [en ligne], consulté le 14.01.2017, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/l-inde-en-quete-de-puissance>

KHALIL, Ahmad B., « The Rise of China-Afghanistan Security Relations », The Diplomat, Juin 2016, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2016/06/the-rise-of-china-afghanistan-security-relations/>

LAMBALLE, Alain, « L'Inde, puissance mondiale ? », Diploweb, Mars 2017, [en ligne], consulté le 19.08.2017, URL : <https://www.diploweb.com/L-inde-puissance-mondiale.html>

MUJADDIDI, Ghulam F., « India's Cautious Engagemetn Is Costly for Afghanistan and the Region », The Diplomat, Mars 2017, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/03/indias-cautious-engagement-is-costly-for-afghanistan-and-the-region/>

PANDA, Ankit, « Sri Lanka Formally Hands Over Hambantota Port to Chinese Firms on 99-Year Lease », The Diplomat, Décembre 2017, [en ligne], consulté le

15.12.17, URL : <https://thediplomat.com/2017/12/sri-lanka-formally-hands-over-hambantota-port-to-chinese-firms-on-99-year-lease/>

PARAMESWARAN, Prashanth, « China Holds First Naval Exercise With Myanmar », The Diplomat, Mai 2017, [en ligne], consulté le 08.11.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/05/china-holds-first-naval-exercise-with-myanmar/>

PARAMESWARAN, Prashanth, « Indian Warship Makes Brunei Visit Amid ASEAN Anniversary », The Diplomat, Novembre 2017, [en ligne], consulté le 01.12.2017, URL : <https://thediplomat.com/2017/11/india-warship-makes-brunei-visit-amid-asean-anniversary/>

SCOTT, David, « India's Incremental Balancing in the South China Sea », E-International Relation, Juillet 2015, [en ligne], consulté le 10.10.2017, URL : <http://www.e-ir.info/2015/07/26/indias-incremental-balancing-in-the-south-china-sea/>

SHELDON-DUPLAIX, Alexandre & **DUCHATEL**, Mathieu, « Chine : une marine modernisée », Diploweb, Août 2012 [en ligne], consulté le 17.01.2017, URL : <http://www.diploweb.com/Chine-une-marine-modernisee.html>

ZAUGG, Julie, « Pékin et new Delhi sont à deux doigts de l'affrontement armé », Le Temps, Août 2017, [en ligne], consulté le 05.11.2017, URL : <https://www.letemps.ch/monde/2017/08/17/pekin-new-delhi-deux-doigts-laffrontement-arme-1>

Base de données

THE OBSERVATORY OF ECONOMIC COMPLEXITY, India, 2016, [en ligne], consulté le 05.12.2017, URL : <https://atlas.media.mit.edu/fr/profile/country/ind/>

THE OBSERVATORY OF ECONOMIC COMPLEXITY, China, 2016, [en ligne], consulté le 05.12.2017, URL : <https://atlas.media.mit.edu/fr/profile/country/chn/>

Images (par ordre d'apparition)

NAVBHARAT TIMES, 5 Juin 2016, [en ligne], consulté le 18.12.2017, URL : <https://navbharattimes.indiatimes.com/world/america/india-should-meet-nsgs-standards-for-its-membership-nyt/articleshow/52605327.cms>

REKACEWICZ, Philippe, « Verrouillage stratégique de l'Océan Indien », *Le Monde diplomatique*, Novembre 2008, [en ligne], consulté le 18.12.17, URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/oceanindien>

RACINE, Jean-Luc, « La nouvelle géopolitique indienne de la mer : de l'océan Indien à l'Indo-Pacifique », *Hérodote*, N°163, 2016/4, consulté à travers Carin.Info, [en ligne], consulté le 18.12.17, URL : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2016-4-page-101.htm>

CLEAR IAS, « India-China Border dispute- What is the Doklam Issue » Septembre 2017, [en ligne], consulté le 18.12.2017, URL : <https://www.clearias.com/india-china-border-disputes/>